

ÉTÉ
ABACA

**Drole d'été pour une
rencontre Bob Dylan
et Joan Baez, la rançon
du succès** CAHIER CENTRAL

SOCIÉTÉ
**L'encombrant
syndrome
de Diogène** PAGES 12-14



Libération

KAMALA ARRIVE

DONALD TREMBLE

Alors que le camp démocrate réuni à Chicago s'enflamme pour sa candidate, l'ancien président républicain, ratrapé dans les sondages, peine à adapter sa stratégie de campagne. PAGES 2-5 ET 20-21



PHOTOS MARCO BELLO, REUTERS ET JULIA NIKHONSON, AP




ÉDITORIALPar
DOV ALFON**Rempart**

Dans son premier discours d'investiture devant la convention du Parti démocrate, en juillet 2004, Barack Obama avait affirmé qu'*«il n'existe pas d'Amérique conservatrice ou d'Amérique progressiste»*, mais un seul pays uni, les États-Unis

d'Amérique. C'était il y a vingt ans, c'était il y a des siècles. Prenant la parole cette semaine devant la convention 2024, Obama a pratiquement dit le contraire.

Cherchant à renforcer la légitimité de Kamala Harris, vice-présidente feutrée propulsée en extrême en candidate grande gueule, l'ancien président américain l'a surtout présentée comme le seul rempart contre l'Amérique de Donald Trump, le formidable revenant. Comparant l'«ex-président à un voisin qui fait fonctionner sans arrêt son aspirateur de feuilles mortes sous vos fenêtres, Obama a mis

en garde contre la détermination de son successeur à tout tenter pour éviter une nouvelle défaite en novembre. Nos envoyés spéciaux ont pu constater que le message a bien été compris, et que les démocrates n'ont aucunement l'intention de se laisser endormir par un optimisme qui pourrait leur être fatal. Affaibli par sa chute dans les sondages, Trump semble en effet en mauvaise posture. Il est surtout incapable de contrer l'élan positif créé par Harris, et dont les mots-clés – espoir, joie, avenir – semblent lui être incompréhensibles. Ces derniers jours, le candidat républicain paraît

s'être emmuré dans une réalité alternative où les statistiques sur la criminalité, sur l'immigration et sur l'économie sont quelquefois exagérées, et d'autres totalement inventées. Ce n'est peut-être pas par hasard : pour Trump, toute dynamique qui pourrait l'empêcher de revenir au pouvoir ne pourrait être que criminelle. Prenant la parole ce jeudi soir devant la convention du Parti démocrate, Kamala Harris doit prouver qu'elle peut surfer sur la vague d'espoir qui veut porter sa candidature aux portes de la Maison Blanche, laissant dehors les racistes et les comploteurs de l'autre Amérique. ◆

ÉLECTION AMÉRICAINE

Harris imprime, Trump patine

L'élan d'enthousiasme et d'adhésion suscité par l'annonce de la candidature de la vice-présidente s'est encore renforcé lors de la convention démocrate de Chicago. Le milliardaire républicain, au contraire, s'enfonce dans les outrances au détriment du fond.

Par
FRÉDÉRIC AUTRAN
et **ISABELLE HANNE**
Envoyée spéciale à Chicago

Des ailes ont poussé dans le dos de Kamala Harris, et avec elle, c'est tout le Parti démocrate qui ne touche plus terre. Depuis que Joe Biden a jeté l'éponge il y a un mois, et que sa vice-présidente s'est imposée comme la candidate du parti pour faire face à Donald Trump, le ciel jusqu'alors encombré de la campagne pour la présidentielle de novembre s'est rapidement dégagé. Soutiens puissants, sondages favorables, records de levées de fonds – près de 500 millions de dollars (448 millions d'euros) en un mois, une manne financière inédite, à la mesure de l'enthousiasme des donateurs –, les raisons de se réjouir ne manquent pas au plus ancien parti politique actif au monde.

Le spectacle que donne à voir la convention démocrate, qui se tient ces jours-ci à Chicago, est à l'avenant. Les travées de l'United Center, d'habitude parcourues par les supporters des Chicago Bulls, voient défiler une foule souriante, ravie, souvent costumée – un chapeau en forme de morceau de fromage pour les délégués du Wisconsin ; d'épi de maïs pour l'Iowa. Multiculturelle et multigénérationnelle aussi, soulignant la modernité et le dynamisme du parti. Dans l'arène, les slogans, les chants spontanés, les danses, les rires et les *standing ovations* saturant souvent l'espace. *«Il y a de la magie dans l'air»*, avait lancé mardi soir Michelle Obama à son arrivée sur scène, évoquant le *«pouvoir contagieux de l'espoir»*.

«LA GORGE NOUÉE D'ÉMOTION»

«Quelle énergie, n'est-ce pas ?» se réjouit Chris Porter, un délégué venu de l'État de Washington, repérable à sa tenue arc-en-ciel des plects

à la tête, aux couleurs du drapeau LGBT, qui participe à sa quatrième convention. *«La seule fois que j'ai vu ça, c'était pour Obama en 2008, assure-t-il. Depuis lundi, j'ai souvent la gorge nouée d'émotion d'avoir le privilège d'assister à ça, de faire partie de cette histoire.»* Le Parti démocrate et Chris reviennent pourtant de loin. *«Il y a un mois, jeme disais, bon, je vais aller à Chicago, mais j'y vais juste pour cocher la case, pour faire ce que j'ai à faire, se remémorer ce manager dans les ressources humaines. Mais l'arrivée de Kamala sur le ticket démocrate a totalement changé la donne. A partir de là, je n'ai eu qu'une envie : être ici.»*

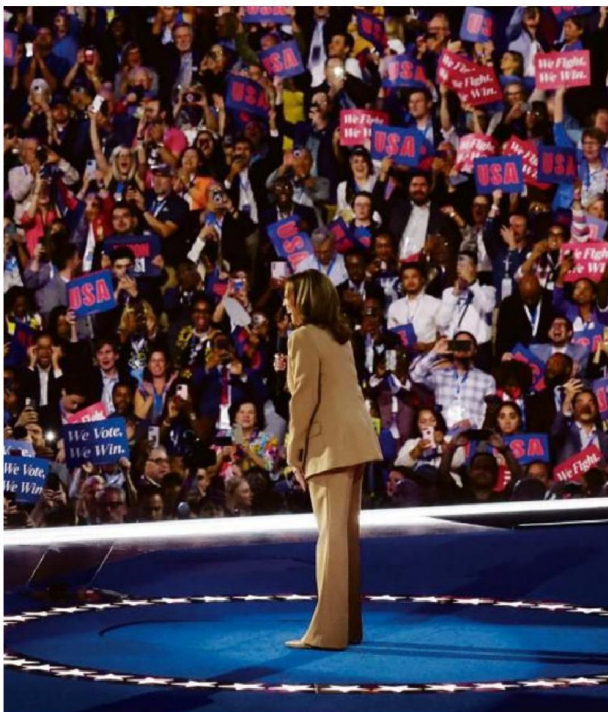
Les doutes autour de la candidature de Kamala Harris (sa campagne pour les primaires de 2020 n'avait pas pris ; elle est restée assez peu visible pendant le mandat de Biden ; elle est trop centrée, ou trop girouette sur des sujets essentiels au parti) se sont **Suite page 4**



La candidate Kamala Harris lors du premier



L'ancien président Donald Trump à la fin



jour de la convention démocrate, à Chicago lundi. PHOTO BRENDAN MCDERMID, REUTERS



d'un meeting à Wilkes-Barre, en Pennsylvanie samedi. PHOTO CAROLYN KASTER, AP

«La vice-présidente enthousiasme à nouveau l'électorat démocrate»

Si la dynamique de Kamala Harris dans les sondages souligne un regain d'intérêt pour son camp, elle ne doit toutefois pas être surestimée, souligne Mathieu Gallard, directeur d'études à l'institut Ipsos.

Investie officiellement à Chicago dans une ambiance de kermesse géante, Kamala Harris redonne espoir au camp démocrate. Un enthousiasme alimenté, aussi, par une série de sondages lui donnant une légère avance nationale sur Donald Trump, également rattrapé voire dépassé dans certains Etats clés. Directeur d'études chez Ipsos, Mathieu Gallard décrypte ce renversement de tendance, tout en prévenant que «les jeux sont loin d'être faits».

Quels enseignements peut-on tirer des dernières enquêtes d'opinion relatives à l'élection présidentielle américaine ?

Avant qu'il décide de renoncer à sa candidature, Joe Biden avait légèrement décroché dans les sondages. Même si les écarts restaient faibles, il accusait un retard sur Donald Trump qui s'est renforcé après son débat raté face au républicain, fin juin. Désormais, la tendance s'est inversée. A peine est-elle devenue la candidate des démocrates que Kamala Harris a repris le dessus. Les sondages les plus récents la situent légèrement devant Trump au niveau national et dans la plupart des *swing states* (Etats qui ne sont pas traditionnellement acquis à un camp, ndr). Elle fait donc maintenant figure de favorite, même s'il faut toujours relativiser les écarts qui existent entre les deux candidats. Il reste encore de nombreuses semaines avant le scrutin du 5 novembre, les jeux sont loin d'être faits. Ce qui est sûr c'est que le passage de relais entre Biden et Harris et le choix par cette dernière du gouverneur du Minnesota, Tim Walz, comme colistier, ont eu un impact. A la fois en remobilisant la base électo-

rale démocrate, qui était peu enthousiaste vis-à-vis de la candidature de Joe Biden, et aussi en séduisant une partie de l'électorat américain indécise, dont le ralliement pourrait peser sur l'élection.

Au-delà des chiffres nationaux, quels sont les indicateurs les plus importants à prendre en compte ?

Les sondages dans les *swing states* sont essentiels pour comprendre la dynamique en cours et essayer d'anticiper le nom du futur président. Toutefois, les sondages nationaux ont, eux aussi, leur pertinence. On a souvent tendance à les mettre totalement de côté, mais ils donnent une idée du rapport de force entre les deux candidats.

Il y a ensuite toute une batterie d'indicateurs particulièrement intéressants, notamment en termes d'opinion vis-à-vis des candidats.

On voit par exemple que la question de l'âge, qui a longtemps porté préjudice au camp démocrate dans le duel Biden-Trump, devient maintenant une faiblesse majeure du leader républicain.

Enfin, les sondages permettent de connaître la crédibilité que les électeurs accordent aux candidats sur certains enjeux clés. Pour l'opinion publique américaine, il y en a trois principaux dans cette élection : la question migratoire, sur laquelle Trump est bien évidemment en tête ; l'économie, sur laquelle il est encore légèrement devant ; et la défense de la démocratie, sujet sur lequel il est logiquement distancé par Harris. Ces données montrent que l'ancien président a quand même des points d'appui solides dans l'opinion, ce qui modère un peu l'avance de Kamala Harris au niveau national.

Faut-il faire confiance à ces sondages, sachant qu'en 2016, la plupart des instituts avaient échoué à prévoir la victoire de Donald Trump contre Hillary Clinton ?

Comme dans tous les pays du monde, il y a, aux Etats-Unis, des instituts de sondages qui sont plus sérieux que d'autres. Ce qui complique la lecture de l'opinion américaine,

c'est que les enquêtes y sont très nombreuses. Malgré tout, on peut avoir une certaine confiance dans les résultats qui sont publiés depuis quelques semaines. Le fait est que tous les instituts donnent des chiffres assez similaires, ce qui est un bon indicateur de leur fiabilité. En 2016, la carte politique était beaucoup plus illisible et la tâche des instituts beaucoup plus difficile. Au dernier moment, le vote des électeurs indécis s'était en grande partie porté sur Trump, ce qui a donné l'impression que les sondages avaient échoué à prévoir le résultat du scrutin.

Qu'est-ce que la remontée de Kamala Harris nous apprend sur la sociologie du vote américain ?

Kamala Harris a réussi à remobiliser les minorités afro-américaines et hispaniques, les jeunes ainsi que les femmes. Dans les premiers sondages de la campagne, les démocrates étaient très à la traîne auprès de ces électeurs, révélant une véritable réticence à voter pour Joe Biden. Pour beaucoup de spécialistes, ces premiers chiffres étaient une sorte de curiosité dans le paysage politique américain. Avec l'annonce de la candidature de Harris, tous ces chiffres se sont nettement améliorés et on semble se diriger vers un résultat plus classique.

Qu'est-ce qui, chez Harris, permet d'expliquer ce revirement soudain ?

C'est avant tout une question d'image. Pour l'instant, le discours de Harris n'est pas très différent de celui de Biden. Mais la vice-présidente est perçue comme plus dynamique et elle est parvenue, dès son arrivée, à faire ce qu'il n'aurait plus à faire : enthousiasmer l'électorat démocrate. C'est ça qui lui a permis d'inverser si rapidement la tendance. A elle de confirmer cet élan ce jeudi lors de son discours de clôture de la convention de Chicago.

Recueilli par
ALEXIS GONZALEZ

LIBÉ.FR

Un décryptage sur les intentions de vote en faveur de Kamala Harris parmi les femmes, les jeunes et les noirs.

Suite de la page 2 semble-t-il évanouis en un claquement de doigts. «Des mauvaises langues», balaye Ruth Balser, «née démocrate» et membre de la Chambre des représentants du Massachusetts depuis un quart de siècle. «Et puis, les vice-présidents sont souvent mis à l'écart, rappelle cette déléguée aux conventions du parti depuis celle de 2004. Mais Kamala s'est imposée au moment où le parti voulait se rassembler. Sans compter qu'elle a pris beaucoup de galons et d'expérience ces trois dernières années.»

Longtemps, cadres du parti et partisans démocrates ont été «totalement préoccupés par toutes les critiques concernant l'âge de Biden», complète Dianne Krumel, déléguée de Floride. Et puis ils ont vu Kamala Harris, sa jeunesse, son énergie. Ils se sont rendu compte qu'avec elle, ils avaient une chance. Et c'est contagieux. Ils ont également perçu son expérience de procureure de Californie, lui permettant de contraster avec un Trump condamné. Sa famille recomposée, avec son mari, Doug Emhoff, qui a séduit l'audience lors de son discours mardi. Son identité de femme, de femme noire et d'origine sud-asiatique, qui en ferait une pionnière en cas de victoire le 5 novembre.

«En tant que femme noire, je peux le dire : nous sommes plus que prêts pour avoir une femme noire à la Maison Blanche, assène Jewel Cannada-Wynn, ancienne élue au conseil municipal de Pensacola et déléguée de Floride. Ce ne serait pas trop tôt.» Elle se tient sur les épaules d'Hillary Clinton, insiste Ruth Balser. Le Parti démocrate, et la campagne de Harris, ont beaucoup appris de cette défaite, affirme-t-elle. «Hillary a subi tellement de pression, elle s'est fait harceler par Trump, même pendant un débat. Lorsque cela arrivera à Kamala, nous serons prêts parce qu'Hillary est déjà passée par là. Kamala n'acceptera pas ces conneries, et le parti la soutiendra.»

PRIVÉ DE SON MEILLEUR ENNEMI

Dianne Krumel lui emboîte le pas. «Nous allons enfin réussir à briser ce maudit plafond de verre», affirme cette activiste de l'environnement. Il y a tellement d'énergie et d'excitation. Je le sens en Floride, je le sens ici : nous allons gagner cette élection. Déjà déléguée pour la nomination d'Hillary Clinton en 2016, elle se dit «aujourd'hui traumatisée» par la défaite de l'ancienne secrétaire d'Etat face à Donald Trump. «Elle aurait dû gagner, mais elle a permis d'ouvrir la voie à Kamala Harris.» Dianne semble toujours incrédule face aux «montagnes russes émotionnelles» vécues par le Parti démocrate ces dernières semaines, passé d'inquiété et effrayé il y a un mois à cette énergie-là. Mon district est très républicain. Quand je fais du porte-à-porte, les gens ne veulent discuter que de Kamala. On n'entend plus parler de Donald Trump.

Face à cette «Kamala-mania» qui sature l'espace médiatique et ressource les démocrates, Donald Trump peine, de fait, à trouver la parade, déstabilisé par un changement de candidat qui l'a brutalement privé de son meilleur ennemi. Jusqu'au retrait, le 21 juillet, de Joe Biden, plombé par un débat calamiteux, la stratégie du camp républicain consis-

taut, de manière aussi simpliste qu'efficace, à pointer le contraste entre la force – réelle ou fantasmée – du milliardaire républicain et la faiblesse d'un président de 81 ans à l'acuité mentale visiblement déclinante. L'énergie et l'enthousiasme débordants de la campagne Harris ont renversé la table : opposé à une femme noire de près de vingt ans sa cadette, c'est bien Donald Trump qui apparaît désormais comme le vieil homme fatigué – et souvent incohérent.

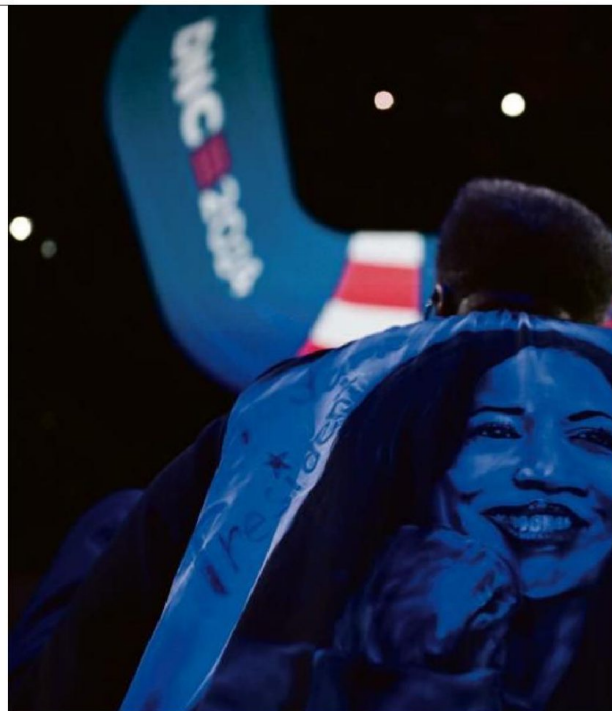
Car au grand dam de la plupart de ses conseillers, qui l'exhortent à se concentrer davantage sur les sujets de fond (immigration, économie, criminalité) à même de trouver un écho auprès des électeurs des «swing states», Trump fait du Trump. Et multiplie les attaques personnelles contre sa rivale : sur son physique, son identité noire, son intellect... et même son rire, fréquent et à gorge déployée. «C'est le rire d'une personne qui a de gros problèmes. [...] d'une personne folle», a-t-il lâché la semaine dernière lors d'un meeting en Caroline du Nord censé être consacré... à l'économie. Une énigmatique digression que l'équipe Harris, bien plus espiègle que celle de Biden, n'a pas manqué de tacler : «Donald Trump a prononcé ce qui était censé être un discours axé sur son plan économique, mais qui a fini par ressembler davantage à l'expression publique des griefs d'un homme déséquilibré.»

MARQUE DE FABRIQUE

Alors que les sondages montrent à l'unisson un net rebond démocrate au niveau national et dans les États clés, en particulier chez les jeunes, les femmes et la communauté noire, Trump patine. En privé, selon le New York Times, il traite Kamala Harris de «bitch» (« salope») – son équipe nie. En public, il peine à lui trouver un surnom dégradant, pourtant sa marque de fabrique depuis son entrée en politique, un outil utilisé à la fois pour humilier ses rivaux, démocrates comme républicains, et exciter ses partisans. En meeting ou sur les réseaux sociaux, l'ancien président en a bien testé plusieurs ces dernières semaines : «Laffin' Kamala» («Kamala la rieuse»), «Lyn' Kamala» («Kamala la menteuse»), «Crazy Kamala» («Kamala la folle») ou plus récemment «Comrade Kamala» («Camrade Kamala»), peinte en dangereuse «communiste». Mais aucun ne semble pour l'heure marquer les esprits, peut-être un peu lassés du cirque Trump, en tournée depuis neuf longues années avec le même spectacle réac et sexiste. «Nous n'avons pas besoin de quatre années supplémentaires de fanfaronnade, de maladresses et de chaos. Nous avons déjà vu ce film et nous savons tous qu'une suite est généralement pire», a ironisé mardi soir Barack Obama.

Encore marqué par l'échec de 2016, le camp démocrate, quoique rasséréné, se garde de tout triomphalisme. «Ne vous laissez pas distraire et ne vous reposez pas sur vos lauriers», a exhorté lundi soir Hillary Clinton. «Malgré toute l'énergie incroyable que nous avons pu générer, la course restera serrée dans un pays très divisé», a renchéri le lendemain Barack Obama. Prédissant une «bataille difficile», son épouse Michelle a sonné la mobilisation générale : «Il nous appartient à tous d'être l'antidote à l'obscurité et à la division.» Un appel aux électeurs, donateurs, bénévoles... mais aussi à Kamala Harris qui, bientôt sortie de la bulle d'amour de la convention, va devoir affronter l'imprévu, l'adversité et son adversaire. Débattre avec lui le 10 septembre. Expliquer aux médias et aux Américains ses positions et leur évolution – sur la santé, la criminalité, l'énergie ou Gaza. Et surtout, éviter tout faux pas pour, le 5 novembre, transformer l'énergie de la campagne en bulletins de vote. ◀

Lire aussi pages 20-21.



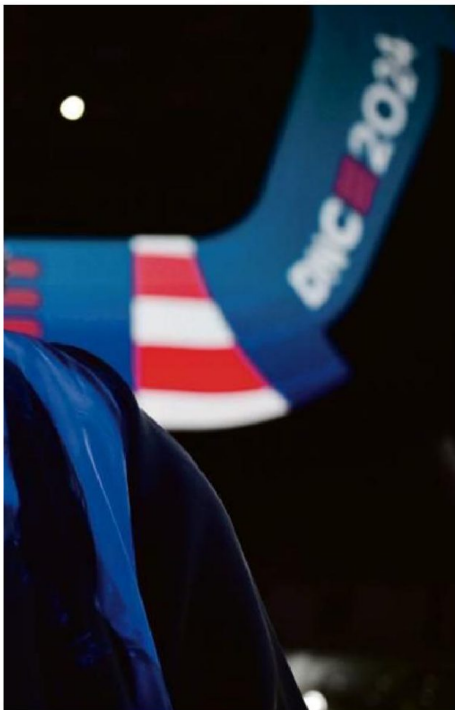
Une déléguée du Wisconsin lors du deuxième jour de la convention démocrate, mardi 20



L'enthousiasme des militants démocrates lors d'un meeting de Kamala Harris à

«Mon district est très républicain. Quand je fais du porte-à-porte, les gens ne veulent discuter que de Kamala. On n'entend plus parler de Donald Trump.»

Dianne Krumel déléguée de Floride



Chicago. PHOTO CALLAGHAN O'HARE. REUTERS



Milwaukee, dans le Wisconsin, mardi. PHOTO MARCO BELLO. REUTERS

Le ticket Harris-Walz exorcise Milwaukee, bastion progressiste

La vice-présidente et son colistier ont fait un aller-retour dans le Wisconsin, pour un meeting qui a suscité la ferveur et l'enthousiasme de leurs partisans locaux, sur les lieux de la convention républicaine qui a vu l'investiture de Donald Trump à la mi-juillet.

Deux salles, une même ambiance : tandis que le couple Obama survolait la deuxième soirée de la convention démocrate à Chicago, Kamala Harris et son colistier Tim Walz faisaient eux aussi le plein dans l'euphorie, en chasse aux voix à Milwaukee, soit 150 kilomètres plus au nord sur les rives du lac Michigan. Dans la plus grande ville du Wisconsin, Etat clé parmi les plus indécis du pays, la vice-présidente livrait ses premiers mots depuis l'officialisation de son investiture, quelques minutes plus tôt, par le vote formel des délégués du pays entier – son berceau californien clôturant la ronde comme un symbole. C'était là aussi sa dernière apparition publique programmée avant de livrer, ce jeudi, son discours en majesté et en clôture de la kermesse démocrate. Scott Michalak, 57 ans, employé d'une banque de sang, est venu goûter à cette candidature propulsée en dernière minute, qui lui fait se sentir « re-naître » – il répète le mot plusieurs fois, avec une mimique bonhomme, comme pour le savourer mieux. « C'est presque une nouvelle vie. Joe [Biden] était trop vieux, il perdait la tête et présentait très, très mal en public. Alors qu'elle, chaque fois qu'elle parle, est brillante. » Lui qui votait républicain plus jeune, avant d'ancrer son vote à gauche, voulait entendre la vice-présidente le rassurer sur les sujets qui lui importent le plus : la protection de sa future retraite, la défense des syndicats, l'augmentation du salaire minimum, toutes choses au sujet desquelles il tient Donald Trump pour une menace absolue.

«Purifier l'énergie du lieu»

Pour parachever sa démonstration de force et de distinction avec le camp d'en face, l'équipe de campagne de Harris a habilement choisi de tenir ce meeting simultané de la convention démocrate dans la même arène géante qui avait hébergé mi-juillet celle du Parti républicain, alors accueillie à contrecoeur en plein centre de cette ville à la population et l'histoire pourtant très majoritairement progressistes. «C'était une idée géniale, et c'est

une très belle façon de venir purifier l'énergie du lieu», jubile Melanie Burns, la soixantaine, qui travaille dans le médico-social, et ne voulait «pas rater cette occasion de prendre part à l'histoire en marche». Comme beaucoup, elle a vécu amèrement le fait que le lieu ait récemment vu des légions de républicains se tremousser en agitant des pancartes «Déportations de masse, vite !», jusqu'au sacre d'un Donald Trump alors tout juste miraculé d'une tentative d'assassinat, prétendument assagi, et convaincu que la victoire en novembre, sur un adversaire qui s'appelaient encore Joe Biden, ne pourrait plus lui échapper.

«Ils sont partis d'ici en pleine forme, ils se sentaient bien, c'était plié. Eh bien, croyez-moi, Milwaukee, bien des choses peuvent changer en quatre semaines», lance donc en introduction Tim Walz à la foule de quelque 15 000 personnes, toutes dotées de bracelets clignotants aux couleurs du drapeau américain et d'écriteaux bleus sur lesquels était inscrit le mot d'ordre devenu l'hymne de la campagne Harris, sur un air de Beyoncé : «Free-



dom» («liberté»). Et puis l'actuel gouverneur du Minnesota voisin, accueilli ici comme la candidate en rock star, fait mine de s'adresser au camp d'en face : «Quand vous menez une campagne fondée sur la peur, vous allez avoir quelques soucis si vous vous retrouvez face à une campagne fondée sur la joie.» Avant de faire reprendre le refrain le plus rassembleur de la batterie de nouveaux slogans à s'être déjà imposés en ces quelques semaines : «Pas de retour en arrière !»

Puis Kamala Harris apparaît sur scène dans un tailleur bleu roi aussitôt son investiture officialisée, pour une vingtaine de minutes de discours combatif, concentré, passionné, où elle survole la panoplie de mesures populistes esquissées la semaine précédente à destination des Américains les plus modestes. Ses flèches du soir adressées à son rival républicain se concentrent sur la responsabilité revendiquée et impénitente de ce dernier dans le recul des femmes à disposer de leur corps – un impopulaire fait d'armes dont il se vantait pourtant encore la veille lors d'un entretien télé. «Donald Trump dit sans même un instant d'hésitation qu'il n'a aucun regret, et je crois que c'est parce que... une mauvaise conduite devrait entraîner une conséquence. Et nous allons nous assurer que ce soit le cas, dans les urnes en novembre !» s'exclame-t-elle sous un grondement d'approbation. «Il ne s'agit pas seulement de nous opposer à Donald Trump. Il s'agit de deux visions très différentes pour notre nation», insiste-t-elle aussi : «L'une, la nôtre, est axée sur l'avenir, l'autre sur le passé. Et, cher Wisconsin, nous nous battons pour l'avenir, nous croyons en lui !»

«Espoir», «joie», «futur», «optimisme»... Cette tonalité en opposition criante avec le récit apocalyptico-décliniste du camp Trump était déjà celui du candidat Biden. Mais mezza voce, sans grand ressort ni aptitude à faire corps avec elle de façon très convaincante.

Désormais, c'est peu dire que le message passe et suscite un emballement quasi général. «Cette campagne, c'est une bataille pour la joie, l'entraide !» s'emballe Laura Hopper, comptable, venue avec sa sœur Audrey, toutes deux quinquas et parées de colliers en guirlandes de drapeaux américains. «J'aime que ce soit un message positif au lieu de la négativité qu'on entend en face», renchérit l'autre, ingénieure. Et Laura est aussi éblouie que la candidate interrompre soudain son discours, fasse taire la salle et s'assure, sur un mode improvisé mais plein d'autorité calme, qu'un membre du public sujet à un malaise puisse recevoir des soins et être évacué : «Elle ne connaît pas cette personne. Elle ne l'a jamais rencontrée auparavant, elle ne la reverra peut-être jamais, mais elle se soucie d'elle et elle stoppe tout pour lui apporter son aide.»

«Tellement plus excitant»

«Je ne voulais plus entendre parler de division, de dénigrement de l'adversaire, et elle ne l'a pas trop fait, elle a su se focaliser sur le positif, parler du travail qui l'attend sur l'économie et l'attention à porter à la classe ouvrière», savoure plus loin l'élégante retraitée Pat Chisom, en poussant son déambulateur vers la sortie, souriante aux lèvres. «C'était phénoménal, statue Megan Lach, mère célibataire et candidate très lookée au Sénat de l'Etat du Wisconsin, à l'impressionnante même peroxodyée, qui regrette tout de même de ne pas avoir entendu la candidate sur «la nécessité d'un cessez-le-feu à Gaza – parce que c'est nécessaire, ce qui se passe là-bas est épouvantable et doit s'arrêter».

Gillian Russell, étudiante, vient d'avoir 18 ans, et s'apprête à voter pour la première fois – elle est venue avec sa mère, Rachel, cadre très franchophile de l'administration sanitaire du Wisconsin, dont c'était le premier meeting politique, à 49 ans. Toutes deux étaient mi-décidées mi-résignées à un vote de raison pour Biden. Mais pour la jeune femme, «cela n'a plus rien à voir, c'est tellement plus excitant. L'air a changé, elle parle de nos droits, nos libertés d'une façon si puissante, qui nous rend fière d'être femmes et de voter pour elle». Lors des discours, Tim Walz n'a jamais fait mention du président sortant, quand Harris, elle, n'aura prononcé son nom qu'une fois, afin de lui rendre un hommage aussi vibrant que bref, au passé, avant de tourner vite cette page et orienter son adresse toute entière vers le devenir du pays, ses promesses, sans plus se retourner.

JULIEN GESTER

Envoyé spécial à Milwaukee



Un jeune Irakien de 29 ans, capturé avec les troupes de l'Etat islamique et incarcéré dans une des prisons du Nord-Est syrien, le 30 mai.

Syrie Dans les camps de prisonniers, le feu de Daech couve

Texte et photos

LAURENT PERPIGNA IBAN

Envoyé spécial dans le Nord-Est syrien

Le jour vient de se lever sur Hassaké, une ville de 200 000 habitants du Nord-Est syrien. Abou Dergham, 70 ans, montre du doigt les épais murs d'enceinte de la prison de Ghwayran, à l'intérieur de laquelle seraient encore détenus au moins 3 500 membres présumés de l'Etat islamique (EI). Dans son dos, la devanture de sa modeste quincaillerie est criblée d'impacts de balles, réminiscences d'une spectaculaire prise d'assaut qui a visé le pénitencier voisin en janvier 2022. «Alors que le monde avait déjà oublié Daech, des cellules dormantes ont attaqué la prison, des centaines de combattants se sont échappés, notre ville a été plongée dans la guerre», se remémore-t-il. Les cicatrices de dix jours d'affrontements – qui ont fait un demi-millier de morts – ne sont pas seulement visibles sur les murs raboteux du quartier. Khaled Khalil, un homme de 37 ans qui a servi dans les Forces démocratiques syriennes (FDS), formées en 2015 pour lutter contre l'Etat islamique, est assommé par le chagrin. Son père et son frère ont été assassinés dans le domicile familial par des membres de l'EI, vêtus de tenues de gardes lardées de décorations pendant leur évasion: «Tout s'est passé en cinq minutes, l'Etat islamique nous hante encore.»

Un sentiment qui semble ici largement partagé. D'autant qu'Hassaké et ses environs concentrent une bonne partie des 27 centres pénitentiaires ouverts après la capture des derniers irréductibles de l'EI lors de la bataille

Depuis la chute du califat autoproclamé, des dizaines de milliers de membres présumés de l'organisation jihadiste et leurs familles croupissent toujours dans des camps et centres de détention dans le nord-est du pays. L'Etat islamique s'y fortifie en silence.

REPORTAGE

Dans le camp de Roj, le 2 juin.



Abu Dergham devant son magasin, mitraillé lors d'un raid jihadiste à Hassaké en 2022.

de Baghouz, en 2019. Aux mains de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (Aanes), ces détenus – environ 10 000, majoritairement des Syriens et des Irakiens, mais également nombre d'étrangers – s'entassent toujours dans des salles de classe retapées à la hâte, dévorées par l'insalubrité, les épidémies et la rancœur. Des établissements considérés comme une bombe à retardement, enfouie à la va-vite dans une région au fragile équilibre, enclavée entre le marteau du régime syrien et l'enclume turque.

L'ESPOIR D'UN APPEL D'AIR

Accusée par Amnesty International «de violations des droits humains à grande échelle», l'Aanes tâche de se défendre comme elle le peut. Un cadre au sein des FDS explique: «C'est un poids énorme que nous assumons presque seuls. Les aides sont insuffisantes, nos moyens rudimentaires. Nous ne cessons de réclamer le rapatriement des étrangers et l'installation de tribunaux internationaux sur site, en vain. En cas d'évolution des rapports de force dans la région, une armée de plusieurs milliers d'hommes pourrait bien finir par s'évaporer dans la nature.»

Ces dernières semaines, l'espoir d'un appel d'air est venu d'Irak, qui a annoncé vouloir rapatrier ses ressortissants. Une démarche, si elle est sincèrement motivée et réalisable, qui n'est pas sans poser question. Car Bagdad est accusé d'avoir mené des centaines de procès qualifiés «d'expéditifs», avec des «aveux obtenus sous la torture», ayant pour conséquence de très nombreuses condamnations à mort de membres présumés de l'EI.

Qu'en pensent les intéressés? Si depuis l'attaque de janvier 2022 l'accès aux prisons est totalement interdit aux journalistes, les FDS, après plusieurs jours de négociations, acceptent le principe d'une interview avec un détenu irakien consentant à ce genre d'exercice. Quelles conditions, toutefois! l'entretien se fait dans une base militaire «neutre», aucune information sur l'actualité ne doit être divulguée et le quotidien à l'intérieur de la prison ne doit pas être abordé.

Un homme, crâne et barbe rasée, vêtu d'une combinaison aux couleurs incertaines, mentotté et les yeux bandés, est emmené par deux gardes. Il est irakien, originaire de la région d'Al-Anbar (ouest), dit avoir 29 ans. Libération a choisi de ne pas donner son identité.

«En cas d'évolution des rapports de force dans la région, une armée de plusieurs milliers d'hommes [enfermés dans les prisons du Nord-Est syrien] pourrait bien finir par s'évaporer dans la nature.»

Un cadre des Forces démocratiques syriennes

Le détenu affirme n'avoir rejoint l'EI qu'afin «d'apporter assistance à son père âgé», qui avait décidé de rejoindre les rangs des jihadistes. Il réfute toute adhésion idéologique: «Dans ma région, il y a un fort ressentiment contre le gouvernement irakien. Beaucoup ont rejoint l'EI motivés par un désir d'opposition, pas pour des questions religieuses.» Arrêté à Baghouz, l'homme explique «n'avoir jamais combattu» et assure «ne pas craindre un rapatriement en Irak». Parmi ces milliers d'hommes, parfois très jeunes, certains ont inévitablement été happés dans des mouvements de population. «Peut-être qu'il dit vrai, confie un garde kurde. Difficile de savoir. Mais pourquoi dans ce cas ne pas s'être échappé avant, et avoir suivi l'EI jusqu'à Baghouz? C'est à un tribunal de statuer sur son cas.»

Pour les Syriens détenus dans les prisons kurdes, la situation est d'autant plus délicate qu'aucun système judiciaire approprié n'est fonctionnel. Face à une situation ankylosée, et après un cycle de discussions avec de nombreux chefs de tribus mené cet été, une loi d'amnistie générale a été votée à la fin du mois de juillet. Ainsi, plusieurs centaines de Syriens «qui n'ont pas de sang sur les mains» et qui n'ont pas exercé de responsabilités au sein de l'EI devraient être libérés et réintégrés dans leur communauté d'origine. Une décision qui, si elle consolide la coopération des autorités kurdes et des chefs de tribus au sein de la région autonome, pose pour de nombreux observateurs d'évidentes questions de sécurité.

LIEU HORS DE CONTRÔLE

Direction Al-Hol. Situé dans une zone désertique, ce camp-prison accueille les familles des combattants présumés de l'Etat islamique, soit environ 43 000 personnes – 95% de femmes et d'enfants. Selon les chiffres communiqués par l'Aanes, 17 000 Syriens, 18 000 Irakiens, ainsi qu'environ 8 000 étrangers de 47 nationalités différentes seraient actuellement retenus sur site. Ce labyrinthe glaçant n'est pas seulement un océan de misère et de désolation, où les ombres noires de femmes aux niquas poussiéreux se mêlent aux cris de mères à l'enfance déchirée: Al-Hol est devenu avec le temps une place forte de l'EI, où le groupe s'est restructuré et continue son travail de formation idéologique et militaire, en particulier auprès des plus jeunes. Le lieu semble totalement hors de contrôle. De leur propre aveu, les forces de sécurité kurdes n'y mènent que des opérations antiterroristes d'ampleur; ce fut le cas en avril lorsque 25 personnes ont été arrêtées, une ceinture explosive, des détonateurs, des armes et des munitions saisies.

Dans le secteur irakien du camp, les annonces en provenance de Bagdad suscitent des sentiments partagés. «Nous sommes sur la liste pour être rapatriés. Rester ou partir? Nous ne savons pas ce qui nous attend en Irak. Mais peut-être que nos enfants pourront enfin apprendre à lire et bénéficier d'une protection médicale», veut croire Fatma, 37 ans, originaire elle aussi de la région d'Al-Anbar. Une femme, dont le niqua laisse apparaître des yeux bleus larmoyants, expose: «Les forces de sécurité kurdes n'ont pris mon fils, ici, dans le camp. Je ne sais pas où il est, je ne vis plus. Ce n'était qu'un gosse quand nous sommes venus en Syrie, il n'a rien fait, je ne rentrerai pas tant qu'il sera en prison.»

Omar, un des rares hommes d'Al-Hol, se montre catégorique: «Je ne retournerai pas en Irak. Trop de problèmes m'attendent. Nous pourrions être tués, et si ce n'est pas pour des

raisons tribales, cela sera par les milices chiites.» Cihan Hanan, responsable du camp depuis deux ans, reconnaît son impuissance: «Nous ne sommes pas assez nombreux, et il y a des fuites. Des armes entrent, des personnes s'évadent. Nous savons qu'un système de passeurs a été mis en place pour exfiltrer des gens, avec de toute évidence des aides extérieures.»

A Roj, le panorama est tout autre. 2500 femmes et enfants, tous d'origine étrangère, occupent cet espace en vase clos, situé à quelques encablures de la frontière irakienne. Là où la masse d'individus retenus à Al-Hol offre une diversité de parcours de vie, ici, à de très rares exceptions près, toutes ont fait le choix de rejoindre l'EI. Alors que la menace d'une nouvelle opération militaire turque contre l'Administration autonome du Nord et de l'Est syrien et les FDS – qu'Ankara voit comme une extension de sa bête noire, le

Parti des travailleurs du Kurdistan – s'intensifie, la pression monte à Roj. Dans le préfabriqué qui sert de bureau aux responsables du camp, M. Rashed met en garde face à une soudaine escalade des tensions, liée selon lui aux menaces turques. «Cela provoque un vent d'espoir [chez les prisonnières] et déstabilise notre équilibre. Nous savons que certaines se préparent à partir et ont déjà fait leurs sacs», assure-t-il.

Alors que, ces deux dernières années, plusieurs pays, dont la France, ont accéléré la dynamique de rapatriements, deux Françaises toujours détenues à Roj acceptent de témoigner. Arrivées respectivement dans la région en 2013 et 2015, ces deux trentenaires originaires du sud-est de la France ont tout connu, ou presque, de la triste expérience de l'Etat islamique en Irak et en Syrie: la vie sous le califat autoproclamé, mais aussi les affres de la guerre, les bombardements de la coalition, la capture, la prison et son lot d'humiliations, puis ce camp familial et dangereux où grandissent leurs enfants, mais qu'elles ne désirent pas quitter pour l'heure. Une cinquantaine de femmes françaises (et leurs 120 enfants) sont présentes à Roj. «Si nous rentrons, nous serons emprisonnées, comme toutes les autres Françaises avant nous, et séparées de nos enfants. Ici, même si les conditions sont dures, nous sommes avec eux», défendent-elles.

Une situation qui tourne au casse-tête pour les autorités locales: fragile et avec des moyens très limités, l'Aanes doit composer avec le risque sécuritaire tout autant qu'avec les exigences internationales en matière de droits humains. La gestion des cendres du califat confère un certain pouvoir à l'Administration autonome: ces dernières années, la coalition arabo-kurde n'a eu de cesse de prévenir la communauté internationale des risques d'évasions massives de prisonniers que provoquerait une nouvelle offensive turque, un scénario déjà éprouvé en 2019.

Il n'empêche que le poids de la gestion de ces prisonniers met les forces kurdes sous tension. Encore plus dans un contexte de résurgence de l'EI. «Dans l'ensemble de la région, les rapports de l'après-Daech sont continus. Après les défits de l'ONU, en 2022, nous avons arrêté de séparer les jeunes adolescents de leurs mères, à Roj, et de les envoyer dans des centres spécialisés. Depuis, il y a une vague de naissances, ces adolescents sont utilisés à des fins de procréation. Notre tâche ne cesse de se compliquer, il y a urgence», conclut M. Rashed. Sur les six premiers mois de l'année, le nombre d'attaques par rapport à la même période l'an passé a augmenté de 240% sur l'ensemble du territoire syrien. ■



Recueilli par
NATHALIE RAULIN

Nouvel été éprouvant aux urgences hospitalières. Entre affluence et manque de lits d'aval (pour les patients ayant besoin de soin ailleurs dans l'hôpital), maltraitance et drames ont une fois encore émaillé la chronique de services débordés. Au CHU de Nantes, les quatre décès en zone d'attente d'hospitalisation en l'espace de trois semaines décomptés par les syndicats ont ébranlé l'équipe. Dénonçant une situation «*inacceptable*», la section FO de l'établissement appelle ce jeudi à un rassemblement devant la préfecture de Loire-Atlantique pour obtenir «*des bras et des lits*».

Au CHU de Brest, c'est la CGT qui est sortie du bois: mardi, des soignants militants ont dressé sur le parking de l'établissement un «mur de la honte» pour visibiliser le calvaire des patients de plus de 75 ans entre le 10 juillet et le 7 août, qui ont patienté entre quinze et trente heures sur un brancard, et vingt-trois heures en moyenne. Deux jours plus tôt, l'engorgement de ses urgences avait contraint l'hôpital Nord Franche-Comté à Trévenans (Territoire de Belfort) à activer son plan blanc et réclamer une régulation des passages par le 15.

«*De très petits établissements ont beaucoup souffert mais des CHU ont aussi été affectés*», alerte le docteur Marc Noizet, président du syndicat Samu-Urgences de France et chef des urgences du groupe hospitalier de la région de Mulhouse et Sud-Alsace. Seule «*une vraie loi santé*» pourrait, selon lui, permettre de mieux répartir les médecins et de faire face à l'afflux de plus en plus important de patients âgés, polypathologiques et difficiles à prendre en charge.

Le ministre délégué à la santé démissionnaire, Frédéric Valletoux, a parlé mardi, dans un entretien à Ouest-France, d'une «cinquantaine d'hôpitaux en tension» cet été. Vous confirmez cet ordre de grandeur?

Pas du tout. C'est un chiffre largement sous-estimé qui participe de l'habituelle communication ministérielle destinée à rassurer l'opinion. L'été dernier, son prédécesseur, Aurélien Rousseau, avait de la même façon minimisé les difficultés. Or on avait pu établir que, durant l'été 2023, un service sur deux avait dû fermer au moins une ligne d'urgence et que 70 % des Smur ●●●



Au service des urgences du CHU de Nice, en août 2023. PHOTO LAURENT CARRÉ

Urgences

«Les difficultés sont plus importantes que jamais»

Cet été encore, les services hospitaliers de premiers secours sont submergés. Face à ce symptôme d'une «crise globale du système sanitaire», Marc Noizet, président du syndicat Samu-Urgences de France, préconise une «vraie loi santé» pour mieux répartir les médecins et permettre à l'hôpital de répondre à l'«enjeu majeur» du vieillissement de la population.

... [structures mobiles d'urgence et de réanimation, ndr] avaient été affectés par des dégradations de leur mode de fonctionnement! La situation n'a pas été meilleure cet été. L'enquête qu'on lance chaque année sur la situation estivale aux urgences permettra d'en avoir le cœur net. Les résultats seront publiés mi-septembre. **Selon les remontées dont vous disposez, où se situent les points noirs?**

Il y en a partout dans le pays, malheureusement. De très petits établissements ont beaucoup souffert mais des CHU ont aussi été affectés, comme au Havre, à Caen, Rennes, Bordeaux et Grenoble. Laval, un gros service d'urgences, va même devoir fermer la nuit en septembre.



DR. **INTERVIEW**

Cela n'était jamais arrivé. Les difficultés sont généralisées et plus importantes que jamais.

Comment les expliquez-vous?

Il ne s'agit pas d'une crise des urgences mais d'une crise globale du système sanitaire, médecine de ville et hôpital. Faute de solutions alternatives, nombreux sont ceux qui se rabattent sur les urgences, qui souffrent elles aussi de la pénurie de médecins. A ces défaillances multiples, les ministres de la Santé qui se succèdent depuis trois ans n'ont apporté aucune solution. Or on est confrontés à un enjeu majeur qui n'a été préparé par personne: le vieillissement de la population. On a une espérance de vie qui augmente, de plus en plus de nonagénaires dépendants dont la seule solution est d'aller à l'hôpital. Comment les hôpitaux vont-ils pouvoir faire face?

De fait, on a le sentiment que ce sont surtout des personnes âgées qui embolissent les urgences...

C'est le cas. Ces patients sont souvent polyopathologiques et donc plus compliqués à prendre en charge. Ils sont de plus en plus nombreux et l'hôpital n'est pas armé pour répondre à leurs besoins. Les services hospitaliers sont désormais hyperspécialisés, capables de prodiguer des soins de pointe. L'ennui, c'est qu'il n'y a pas de médecin pour faire le lien entre tous. Or les patients très âgés souffrent de maladies intriquées - diabète, insuffisance cardiaque, rénale ou respiratoire. Quand une pathologie se dégrade, souvent les autres suivent. Du coup, personne ne se sent vrai-

ment compétent pour les soigner, ce qui explique en partie leur difficulté à trouver une place à l'hôpital.

L'autre raison est d'ordre plus organisationnel. L'autonomie des personnes âgées est souvent très réduite, ce qui induit une durée de séjour plus longue et une sortie plus aléatoire, en l'absence de possibilité de retour à domicile, de place en soins de suite ou en Ehpad. Donc, clairement, ces patients perturbent la bonne rotation des lits d'hospitalisation. Comme en parallèle la fermeture de lits dans les servi-

ces se poursuit, ils stagnent de plus en plus longtemps dans les couloirs des urgences. Et ce alors même qu'on sait qu'une nuit sur un brancard accroît leur risque de décéder

de près de 40%. La politique de l'autruche doit cesser. On a besoin d'une vraie loi santé pour transformer le système en profondeur.

La régulation des urgences par le 15 soulage-t-elle les services?

C'est incontestable. Cela diminue de 15 à 20% les passages aux urgences. Mais les ministres de la Santé successifs l'ont vendu comme étant un moyen temporaire de pallier les difficultés d'un service. Or, selon nous, il faudrait aller plus loin: la régulation devrait être continue et généralisée sur tout le territoire. Cette ligne n'a jamais été assumée par le ministère de la Santé. Il y a un manque de courage politique.

Pour Frédéric Valletoux, la revalorisation des gardes de nuit, le dimanche et les jours fériés a aussi permis de faciliter le recrutement d'urgentistes cet été.

C'est faux. Cette revalorisation est entrée en vigueur en juillet 2022. Elle n'a rien changé au recrutement des médecins pour cet été!

«Les patients âgés stagnent de plus en plus longtemps dans les couloirs, alors qu'on sait qu'une nuit sur un brancard accroît leur risque de décéder de près de 40%»

De plus, la rémunération n'est pas le premier critère d'attractivité pour les jeunes médecins. Pour choisir leur spécialité, ils sont plus attentifs au fait qu'il n'y a pas de garde obligatoire de nuit ou de week-end, donc pas de contrainte de permanence des soins. D'où la difficulté des urgences à les attirer.

La loi Valletoux, promulguée en décembre, avait prévu que la contrainte de la permanence des soins soit mieux partagée entre l'hôpital public et les cliniques privées. Où en est-on?

Au point mort. On attend toujours les décrets d'application de cette loi. Par ailleurs, le secteur privé n'est pas favorable au partage de cette charge. Une fois les décrets sortis, le chemin sera encore long pour trouver un espace de conciliation. À l'hôpital, on attend pourtant cela avec impatience.

Le nombre de postes proposés aux nouveaux internes pour la rentrée universitaire est en baisse de 16%, les urgences perdant pour leur part 79 postes. Cela vous inquiète?

Pas vraiment. On a besoin des internes pour faire fonctionner l'hôpital mais cette baisse de 79 postes est absorbable. Des services qui, comme le mien à Mulhouse, vont perdre un poste le semestre prochain vont chercher une solution pour éviter aux nouveaux internes d'avoir à travailler plus. On va compenser nos effectifs en recourant à des «Faisant fonction d'Internes», des médecins étrangers qui viennent compléter leur formation en France en tant que stagiaire.

Pour en finir avec l'engorgement récurrent des urgences, le ministre démissionnaire se prononce en faveur d'une «révision de la carte hospitalière des urgences». Vous partagez cet avis?

Si Valletoux veut dire qu'il faut revoir la répartition des services d'urgence sur le territoire, je suis d'accord. Nous ne sommes plus en capacité de maintenir une présence des urgences partout où elles existent aujourd'hui en France. Cela fait trois ans qu'on est dans le mur. Aujourd'hui, des services ferment car ils n'y arrivent plus. On manque de médecins, donc il faut revoir leur répartition. On a besoin d'un ministre qui décide d'un maillage territorial cohérent pour répondre aux besoins de la population tout en tenant compte des ressources humaines dont on dispose. Pour l'heure, aucun n'a eu ce cran. ◀

Libération

Quel est le taux de létalité de la nouvelle souche du MPox?

Poutine a-t-il vraiment proposé l'accueil en Russie des étrangers fuyant la «décadence occidentale»?

Combien d'otages présumés vivants sont encore détenus à Gaza?

JO de Paris: la France doit-elle son record de médailles à la hausse du nombre d'épreuves olympiques?

Vous demandez nous vérifions



CheckNews

LE MOTEUR DE RECHERCHE HUMAIN



Par
ADRIEN FRANQUE
Envoyé spécial à Poitiers
Photos **CYRIL**
ZANNETTACCI. VU

Ils furent acclamés comme les héros inattendus de l'entre-deux-tours des législatives fin juin, participant à confondre les candidats incompetents, problématiques ou carrément fantômes du Rassemblement national. Pourtant, pas de forfanterie cet été dans les couloirs des stations locales de France Bleu, comme en ce jeudi matin de la fin juillet à Poitiers : « On a été très agréablement surpris de voir tous les commentaires, mais on a juste fait le travail qu'on sait faire ! » explique ainsi Régis Hervé, le directeur de l'antenne poitevine, qui a fait toute sa carrière à France Bleu. C'est-à-dire : une circo, des candidats, tous sur un pied d'égalité, et puis, après, les journalistes ont fait leur travail de journaliste. Les lacunes se sont entendues, et ceux qui refusent un débat, ça s'entend aussi. » Ici par exemple, deux candidates du RN ont annulé coup sur coup leur venue, la veille des débats. Motif : Covid, pour les deux. Pourtant, l'une d'entre elles sera vue le soir même sur des photos d'une réunion publique, sans masque. « Eh bien, on le dit à l'antenne et on l'écrit », tranche Régis Hervé.

« Soupière »

Avec ses 44 locales disséminées à travers le pays, de Lille à Ajaccio, France Bleu est un précieux baromètre des préoccupations françaises, encore plus dans des périodes sensibles comme le furent les législatives. En première ligne : Aurélie, à l'entrée des locaux flambant neufs de la station, fait partie des chargées d'accueil qui s'occupent de recevoir les appels. De quoi se retrouver en prise directe avec les habitants du territoire : ces standardistes savent tout des dernières arnaques qui circulent sur les réseaux sociaux et sont les premières averties des bouchons sur l'A10. Un incomparable service public de proximité donc, mais qui accuse le coup ces dernières années. En dix ans, France Bleu a perdu 1,3 million d'auditeurs quotidiens : le réseau en compte désormais 2,6 millions en moyenne sur la saison qui vient de s'achever, pour 4,7% d'audience cumulée. L'hémorragie est néanmoins stoppée depuis un an, alors qu'arrivait Céline Pigalle (ancienne directrice de la rédaction d'ITélé et de BFM TV) à la tête du réseau, entre remodelage de la matinale et rapprochements avec France 3 qui s'intensifient. Dans ce contexte, comment, désormais, reconquérir des auditeurs ? Yann Chouquet est persuadé d'avoir la solution. L'ancien de France Inter, longtemps numéro 2 de Laurence Bloch (et qui n'y est donc pas pour rien dans les audiences records de la station phare de Radio France), a pris son poste de directeur adjoint du réseau au printemps. Depuis, il fait le tour des locales pour présenter sa stratégie. Comme ce jeudi à Poitiers, un stop sur sa route des vacances. Face aux animateurs réu-

RENTREE RADIO

France Bleu cherche sa grille gagnante

Bientôt regroupé avec France 3 sous le nom « ICI », le réseau de radios locales veut redresser ses audiences à partir d'une nouvelle stratégie éditoriale minutieusement élaborée par Yann Chouquet, ex-numéro 2 de France Inter. « Libération » l'a suivi fin juillet dans les locaux de la station de Poitiers.

nis pour leur habituelle réunion de programmation, il sort sa tablette : « Vous voulez la présentation de la soupière ? » En réalité, le plat de service qui apparaît sur son écran sert à représenter la démographie française, évasée au niveau des 40-60 ans et qui se réduit progressivement en fonction du vieillissement de la population. « A France Bleu actuellement, on parle du converlo, les 60-80 ans, explique Chouquet. Il faudrait qu'on descende au niveau des poignées. » Principe de base avant de vendre un produit (ou un média) : savoir à qui il s'adresse. De ce repositionnement marketing découle une nouvelle grille, un nouveau ton. « Comme les audiences s'érodaient, les équipes qui dirigeaient France Bleu se sont mises dans une position de club, de cercle où on parle à ses auditeurs et on ne se met plus en capacité d'ouvrir l'antenne et d'en accueillir des nouveaux, analyse Yann Chouquet, qui a en charge cette redéfinition de la stratégie éditoriale de France Bleu, sous la direction de Céline Pigalle. En arrivant, j'ai croisé la démographie française et les audiences de radio. Et j'ai trouvé une énorme poche de baby boomers, de gens qui ont 50 ans aujourd'hui et qui peuvent constituer le renouvelle-

ment de l'audience de Bleu. » Il a fait le calcul : 18 millions d'auditeurs potentiels auxquels s'adresser. Ceux-là écoutent cependant majoritairement des « radios musicales adultes » (NRJ, MFM, RFM...), pas mal de radios indépendantes aussi (Alouette FM, Sweet FM...), qui grignotent de plus en plus le territoire de France Bleu. Comment faire pour les attirer ? Yann Chouquet veut défaire l'antenne de quelques habitudes. La première : « défolkloriser ». « On a l'impression, parce qu'on est en radio locale, que tout le monde mange... C'est quoi la spécialité culinaire du coin ? » Il se tourne vers le directeur de la station. Derrière ses lunettes, Régis Hervé réfléchit deux secondes : « Le broyé du Poitou. » Un gâteau plat et rond pas si loin du sablé.

Yann Chouquet veut défaire l'antenne de quelques habitudes. La première : « défolkloriser ».

« Bref, on a l'impression que tout le monde mange du broyé du Poitou, continue Chouquet. Alors que les quinquas ont grandi avec le McDo, Flunch, Buffalo Grill... L'idée, c'est de se dire que ces auditeurs-là ne sont pas figés dans les traditions locales, ils vivent dans un monde avec de grandes enseignes globalisées. »

Nouveau ton

Ce France Bleu rajeunit au quinquas suppose donc selon lui un nouveau ton à l'antenne : plus court, plus vif, avec toujours de l'info locale, la météo, l'info trafic, mais aussi des chroniques thématiques plus adaptées aux actifs, sur la mobilité, le pouvoir d'achat... Surtout, France Bleu proposera plus de musique aussi, jusqu'à devenir quasiment une radio à dominante musicale. « Les auditeurs qu'on vise, ils sont habitués à des antennes musicales peu parlées, et quand ils sont lassés, ils cherchent de l'information locale, explique Yann Chouquet. Leur écoute de radios comme NRJ pendant des années a quand même formaté leur oreille, qui est désormais habituée à un peu de small talk et beaucoup de musique. » Ce repositionnement marque la fin d'une précédente stratégie qui s'appuyait beaucoup sur des ●●●



A la locale de France Bleu Poitiers.



De Lille à Ajaccio, France Bleu



le 18 juillet. A droite, le directeur de l'antenne, Régis Hervé.



dispose de 44 locales.



Le directeur adjoint de France Bleu, Yann Chouquet.

●●● émissions nationales, histoire de soulager les équipes des locales et essayer d'imprimer un ton France Bleu. «*Finalement, ça donnait surtout l'impression qu'il y avait deux programmes sur la même fréquence*», juge Yann Chouquet. Et ça, ça ne marche pas en radio. Ces émissions ont été fortement réduites, voire supprimées pour les programmes de début d'après-midi. Principale nouveauté : une tranche 12 heures-13 heures occupée par une recrue, Valérie Damidot. L'ancienne animatrice de D&CO sur M6 a été embauchée pour tchatcher avec les participants d'un nouveau jeu baptisé *Au Taquet!*, une deuxième partie au niveau national des jeux diffusés par chaque antenne locale entre 11 heures et midi. Quand ils n'ont pas été remerciés, les animateurs «*naïfs*» ont été recasés le week-end ou produiront des chroniques thématiques. Ces dernières seront mises à disposition des locales via une «*banque de chroniques*» dans laquelle chaque station peut piocher. «*Ça a été brutal, mais comme souvent à la radio ou à la télé, raconte une concernée. Même si là, ça s'est fait extrêmement vite et dans un certain flou.*» Les changements ne feront pas forcément des heureux non plus dans les locales. Première règle pour les animateurs désormais : moins ils improvisent au micro, mieux c'est. Par ailleurs, ceux-ci devront s'acquitter du job d'enregistrer des lancements et autres chroniques sur des événements locaux destinés à être diffusés en début d'après-midi. «*Ça fait kiffer personne*, dit un délégué syndical. Alors forcément les animateurs se posent des questions sur le sens de ce qu'ils font à Radio France, ils ont l'impression qu'ils vont faire du travail à la chaîne.» De la même manière, l'arrivée dans les matinales d'une boucle de 90 secondes d'informations nationales à la demi-heure (7 h 30, 8 h 30...), suivie d'un reportage local, suscite une certaine circonspection chez les journalistes.

Oreille affûtée, œil rusé, Yann Chouquet est habitué à ce genre de manœuvres impopulaires après une décennie à France Inter. Directeur des programmes aux méthodes jugées parfois raides, il était le défricheur de talents, notamment comiques, de la station devenue leader des audiences, le principal artisan du succès de ses podcasts aussi, en particulier les programmes jeunesse. Au sein de la maison ronde, il a pu alors être considéré comme l'un des rares purs cerveaux de radio, avec des idées, une vision, pour élargir et renouveler l'audience d'un médium qui voit ses fidèles continuer de le désertier. La radio, il en connaît quasiment tous les métiers, de reporter à réalisateur pour l'émission culte de Daniel Mermet *Là-bas si j'y suis* ou derrière la console de l'ovni *A votre écoute, coûte que coûte*, avec Zabou Breitman et Laurent Lafitte.

Depuis un peu plus d'un an, le Rouennais, qui a débuté ado «*en passant du Velvet Underground sur une radio associative comme si personne ne l'avait fait avant*», a alors

réfléchi au nouveau souffle à redonner à France Bleu. A Inter, il aura secondé Adèle Van Reeth pendant une saison et demie. Mais s'y sentait de toute façon «*en fin de cycle*» depuis le départ de Laurence Bloch. On n'en saura pas plus, alors que plusieurs de ses protégés, de Guillaume Meurice au reporter Antoine Chao, à qui il doit son entrée à Radio France chez Mermet, ont été évincés de l'antenne ces derniers mois.

Chamboulement

Pas de sentimentalisme : de toute façon, Yann Chouquet juge qu'aujourd'hui «*la radio FM, c'est terminé*», «*Sa libéralisation a eu lieu en 1981, et, quarante ans plus tard, on entend la même chose qu'à l'époque. Ce sont les mêmes animateurs qui ont vieilli à l'intérieur des antennes.*» Il le sait, il fait partie de cette génération. Depuis, sont arrivés les réseaux sociaux. A l'heure où le recrutement d'animateurs devient compliqué à cause du manque de vocations, il estime que le futur du médium doit passer par une radio «*de contenus plus que d'animations*». La méthode Chouquet prendra-t-elle ? Chez les syndicats, on y voit surtout un énième changement de cap pour France Bleu. «*La direction avait mis en place depuis un an beaucoup d'interactivité à l'antenne, on s'attendait à une certaine continuité après les audiences de la saison passée, et là, patatras*, raconte Norbert Lenotre, délégué syndical CFDT. *A notre avis, ce serait contre-productif qu'ils chamboulent encore les choses.*»

D'autant qu'un autre chamboulement est en cours en coulisses. Le rapprochement entre France Bleu et France 3 a déjà donné lieu ces derniers temps au lancement de matinales filmées (avec une production low-cost décriée) ou d'une application commune. Mais il est censé passer la seconde en rassemblant les deux réseaux sous la bannière «*ICI*» – il en sera alors fini de «*France Bleu*» et «*France 3*». Un bouleversement marketing qui perturbe par exemple les animateurs de la locale poitevine : que faudra-t-il dire à l'antenne ? Les fidèles vont-ils s'y retrouver ? Surtout que ce lancement s'effectue dans un certain flou : annoncé en octobre 2023, le déploiement de la nouvelle identité était prévu pour cette rentrée de septembre. La confusion politique des dernières semaines a un peu fait dérailler le projet : d'une fusion de l'audiovisuel public au spectre éphémère d'une privatisation fantasmée par le RN, on en arrive au grand brouillard actuel. Là-dedans, ICI ne semblait plus une priorité dernière, surtout du côté de France Télévisions et de sa présidente Delphine Ernotte. Finalement, la campagne de promotion du changement de nom devrait être remise sur les rails début novembre, selon de récentes déclarations de Stéphane Sibon-Gomez, le numéro 2 de la télé publique, à l'AFP. Une dénomination commune qui annonce toujours plus de nouveaux chantiers, histoire de rapprocher les grilles radio et télé : France Bleu, ou plutôt ICI, n'a pas fini de muer. ♦

Par
GUILLAUME TION
Illustrations
BENJAMIN ADAM

Ca commence par un ami d'un ami, qui a «un Diogène dans son immeuble, c'est l'enfer».

Ça commence par la découverte d'un cafard au milieu de la nuit, puis par des odeurs détectées derrière la porte du voisin d'à côté.

Ça commence par une enfance compliquée et des mécanismes de survie.

Ça commence par un questionnaire : à partir de quand un objet devient un déchet, un souvenir, une aide ?

On connaît le syndrome de Diogène par des documentaires montrant des personnes âgées dans des logements surencombrés, à la fois capharnatim et poubelle, où elles vivent tant bien que mal. Ceux qui présentent ce trouble, marqué par une accumulation compulsive, irrefrénée, inquiètent par le danger qu'ils occasionnent pour eux-mêmes et leur voisinage : risques d'incendie, insalubrité, présence de nuisibles. Mais nul ne sait combien ils sont. Et aucun d'eux ne se signalera. Malgré l'inconfort de leur existence, les personnes touchées par le syndrome de Diogène vivent à l'écart. Dans l'ombre de leur secret, ils stockent, tout en s'interrogeant sur leurs maux et leur chemin de souffrance. Ils sont aussi le symptôme d'un monde sans joie et presque sans issue, que nous avons tenté de comprendre en allant à la rencontre des différents protagonistes touchés par ce syndrome, des deux côtés de la porte.

I. La propriétaire

«C'est fini, les locataires. Plus jamais ! Jamais.» En 2012, Elizabeth a la quarantaine, un peu d'épargne et l'envie d'investir. Elle acquiert, à l'aide d'un emprunt, une chambre de bonne de 9 m² dans un quartier chic de Paris. «On ne peut jamais perdre d'argent avec ce genre de bien.» Elle cherche un locataire pour un bail de trois mois avant le début de l'année scolaire. «Je voulais être sympa et ne pas demander trente-six dossiers.» Une candidate débarque. «Une dame, la cinquantaine, avec un petit chariot. Elle avait trouvé des fleurs et une jupe dans la rue, elle me les a offertes. C'était amusant. Elle était comédienne. Un peu déguisée. Des couettes. Un petit ruban. Un truc qui brille. Je suis séduite. Je la choisis et je sens tout de suite que j'ai fait une bêtise.» La locataire ne règle pas son loyer. «Je suis allée la voir pour lui demander de payer. Elle est illico allée faire un certificat médical bideau chez le médecin. Puis elle m'a attaquée en justice, elle a pris les devants : chambre trop petite, agression verbale et physique...»

Elizabeth rôde alors autour du logement. Elle peut observer, par un fenestron de la cage d'escalier, la fenêtre de la chambre qui donne sur la cour. «Il y avait plein d'objets. Elle ramassait tout ce qu'elle trouvait dans la rue, des choses sans valeur, des vêtements. Elle entassait. Jusqu'à ce que la fenêtre soit obstruée.» Elizabeth reçoit des remarques de la part des voisins. Les affaires de la locataire débordent sur le palier. «Puis j'ai eu des plaintes à propos de l'odeur, une odeur indéfinissable. Pas horrible, mais présente. Du faisané. Le conseil syndical en parlait à chaque AG.»

La procédure judiciaire n'en finit pas. «Elle était incapable d'avoir une discussion mais tous les actes étaient impeccables, pas une faute d'orthographe, elle bénéficiait de l'aide juridique.» Elizabeth n'en dort plus. «J'ai appelé les services de la mairie de Paris. Un gars est venu. Elle avait peint un grand cœur sur la

SYNDROME DE DIOGÈNE

«Jeter est un geste impossible»

Comment et pourquoi les personnes se mettent-elles à stocker indéfiniment ? «Libération» est parti à la rencontre de ceux touchés, de près ou de plus loin, par ce symptôme de maux profonds.

porte, elle ne lui a pas ouvert. "J'ai l'habitude", m'a-t-il dit. Il a écrit un rapport, ça n'a rien donné.» Cette situation dure trois ans. «Début d'été 2015. Mon téléphone sonne, j'étais au travail. Elle avait mis le feu.» Le départ d'incendie est suffisamment mince pour que la locataire puisse l'éteindre, suffisamment important pour occasionner une fumée qui incite le voisinage à appeler le 18. «Quand je suis arrivée, les pompiers avaient jeté une partie du contenu de la chambre dans la cour, qui était entièrement remplie, une masse inimaginable : meubles, vêtements, nourriture...» Dans la chambre, «il en restait pourtant jusqu'au plafond. Elle devait vivre dans un recoin de tout cela. A ce moment-là, elle avait un chien en plus». Profitant du passage de la locataire à l'hôpital pour blessures superficielles après l'incendie, Elizabeth condamne la porte. «Elle a commencé à dormir sur le palier de la chambre, elle allumait des allumettes la nuit. Elle a lancé une procédure pour qu'on n'enlève pas les objets dans la cour. Tous les prochains me sont tombés dessus.» Elizabeth gagne le jugement en référé et fait débarrasser la cour à ses frais. «Les voisins se sont à nouveau plaints. La chambre condamnée était comme un terrier d'animal. La fenêtre était remplie de mouches qui avaient éclaté.» Elizabeth écrit alors au commissaire d'arrondissement, fait valoir son imposant dossier. «Les flics ont pris les choses en main. Ils l'ont arrêtée et l'ont conduite en HP sur le fondement d'une loi autorisant à expulser les gens dangereux [hospitalisation d'office d'urgence quand la personne présente un danger pour l'ordre public, ndr]. De l'incen-

die à l'expulsion, il y a eu le temps d'un été.» Elizabeth a revu sa locataire une fois, lorsqu'elle est passée récupérer quelques affaires dans le logement. Puis elle a revendu la chambre de bonne sans se débarrasser des mauvais souvenirs. «Maintenant je sais les repérer, les Diogène. Les gens avec un petit chariot qui piquent tous les bouquins des boîtes à livres.»

II. La politique

Maud Gatel, 45 ans, est conseillère de Paris. Concernée par les problèmes de santé publique, elle se penche aujourd'hui sur le dossier Diogène. «Derrière il y a l'isolement, la solitude et les maux de notre ville : la perte du lien social, le repli sur soi post-Covid avec une tendance à considérer que l'autre est un danger, l'accumulation de choses qui rassurent... cela nous dit que notre société, collectivement, psychologiquement, ne va pas bien, définit-elle. Je crains que ce phénomène ne prolifère, avec les risques que ça implique.» Avant de se demander quoi faire pour remédier à ce syndrome «hyper transverse», qui touche à la salubrité, la santé, la propriété ou le vivre ensemble, l'ex-députée (Modem) dresse trois constats.

D'abord, l'absence de statistiques, «ou alors très parcellaires». A Paris, une étude de 2010 dans le XV^e arrondissement estime la prévalence des personnes Diogène à 2,5 cas pour 1000 habitants chez les plus de 60 ans. En 2022, la préfecture a fait état de 107 signalements, contre 133 en 2023. Ensuite, «les

pompiers relèvent que leurs appartements sont un déclencheur ou un accélérateur d'incendie». Enfin, le cadre législatif est suffisant, selon elle, pour qu'ils puissent être pris en charge.

Depuis 2021, l'article L511 du code de la construction et de l'habitation définit le périmètre d'intervention en cas d'insalubrité : lorsqu'un Diogène est repéré et que des nuisances sont constatées, il peut être signalé par «toute personne ayant connaissance de la situation» à la préfecture. Laquelle fait «procéder à toutes visites [du logement] qui lui paraissent utiles». Si l'occupant s'y refuse, le préfet peut alors demander «l'autorisation du juge des libertés et de la détention». Une fois dans les lieux, un expert, souvent dépêché par l'Agence régionale de santé, «dresse constat [...] et propose des mesures de nature à mettre fin au danger». Soit, dans ce cas, un désencombrement du logement après adoption par la préfecture d'un «arrêt de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité». Si les mesures ne sont pas prises dans les délais fixés par l'arrêté, le préfet peut faire «procéder d'office à leur exécution», toute cette procédure étant à la charge du résident à l'origine des nuisances.

A Paris, un infirmier psychiatrique a été spécialement désigné par le Service technique de l'habitat pour tendre la main aux personnes Diogène. «Cela fonctionne, se réjouit Maud Gatel. Le problème, c'est la détection puis la mise en route du processus législatif.» Et la conseillère d'évoquer cet administré qui a prévenu quinze fois son syndic de la présence d'un Diogène dans sa résidence. «Les voisins se retrouvent dans une situation d'impasse.»

Alors Maud Gatel a proposé une délibération au Conseil de Paris, le 9 juillet. «Pour une meilleure prise en charge du syndrome de Diogène». En préambule, elle demande à la ville et à l'ARS «une étude générale sur le nombre de personnes porteuses du syndrome dans [la] capitale». Elle souhaite ensuite «sensibiliser le plus grand nombre à l'identification des symptômes des personnes Diogène», ce qui permettrait «la création d'un réseau de sentinelles informées des démarches à effectuer», c'est-à-dire «gardiens d'immeuble, propriétaires, voisins, syndics, aidants, facteurs, livreurs, porteurs de repas, artisans, professionnels de santé à domicile [médecin généraliste], pompiers, etc.»

Sur la prise en charge du trouble, elle demande à ce qu'«une équipe pluridisciplinaire se mette en place autour du patient : médecin traitant, gériatre, centre médico-psychologique, services sociaux...» Elle préconise aussi que la ville mette «à disposition divers types de logements relais [de la chambre d'hôtel à la résidence médicalisée] adaptés au profil de la personne Diogène afin de permettre un travail de désencombrement au rythme du patient», avec lui si nécessaire. Elle rappelle enfin que des aides financières au désencombrement existent et doivent être mises en avant, tout comme elle propose aux propriétaires des aides de la ville pour la réfection de leurs logements si ceux-ci sont ensuite reversés dans le programme Louez solidaires. La proposition a été adoptée à l'unanimité par le Conseil de Paris.

III. Les médecins

Laurence Hugonot-Diener, psycho-gériatre, connaît bien le profil des personnes Diogène, qu'elle suit depuis une quinzaine d'années : «L'opposition à tout est le critère principal, alors qu'ils ont besoin de tout. Ils vous disent : "Je n'ai pas besoin de vous. Je suis chez moi. Dehors." Ils sont seuls, souvent misanthropes et n'aiment pas les médecins. Ce syndrome touche toutes les catégories socioprofessionnelles.»



Il n'a rien à voir avec la saleté ou la pauvreté, et les Diogène savent vivre en société, travaillent, sortent. «Un de mes patients a hérité de cinq appartements à Paris. Il les a tous remplis du sol au plafond. Il vit dans la rue. Et son fils, à la cave.»

Les personnes Diogène sont vieilles, ou plutôt : on les découvre Diogène une fois âgées, entre 55 et 70 ans. «Les plus jeunes ont encore des parents, des frères, des sœurs, des conjoints qui peuvent s'en occuper.» Avec l'avancée en âge, la solitude est plus prégnante et le poids de l'accumulation plus visible. «On s'ennuie aussi moins bien, on devient sarcopénique (diminution de la masse et de la force musculaire), on peut faire des chutes nécessitant une

intervention au domicile, ce qui trahira alors une personne Diogène.»

Laurence Hugonot-Diener a dirigé un ouvrage avec Matthieu Piccoli, gériatre à l'AP-HP, le Syndrome de Diogène, comprendre et soigner (éd. De Boeck). Au téléphone, ce dernier précise : «Il ne faut surtout pas croire que c'est une maladie. C'est le symptôme d'autres pathologies. En gros, 50 % ont développé des maladies neurodégénératives (MND), comme une dégénérescence lobaire fronto-temporale ou encore Alzheimer, et 50 % des maladies d'ordre psychiatrique ou bien sont victimes d'un état de stress post-traumatique (ESPT) sans pathologie avérée. L'urgence est de faire le diagnostic.» Et de traiter ce que Diogène recouvre.

Si les MND ne peuvent être guéries mais uniquement corrigées, certains traitements sont possibles, notamment pour l'ESPT. L'impossibilité à trier ou jeter peut aussi être travaillée via la réalité virtuelle, en plaçant la personne dans une situation où elle devra simuler des tâches de rangement sans être émotionnellement affectée, ce qui peut lui permettre ensuite de développer des stratégies de tri par elle-même.

Matthieu Piccoli s'alarme d'une intensification des signalements. «Si la finalité est de détecter des personnes qui provoquent un trouble de voisinage, on est dans le contrôle social. Si c'est pour des soins, ce n'est pas la même chose. L'important, c'est l'accès aux soins.

Il faut regarder nos démons en face. Ces gens font partie de la société, ce sont des personnes souffrantes, pas des bêtes de foire.»

Dans un bureau de l'Afar où il organise des formations pour les professionnels de santé, Jean-Claude Monfort, neuro-psycho-gériatre, spécialiste du syndrome de Diogène, complète : «Lorsqu'ils ne souffrent pas d'une pathologie, ce sont des personnes qui, enfant, ont traversé l'enfer et ont développé de grandes capacités de survie. Ils ont ensuite mené une existence sans problème, souvent brillante. Puis, à un moment donné, à la suite d'un décès, un accident, un décès, ils réactivent leurs anciens réflexes.» Ils se protègent, entourent d'une citadelle, d'une seconde peau d'objets et de déchets s'épaississant chaque jour.

IV. L'associatif

Ses bureaux sont situés dans le XVI^e arrondissement de Paris. Une large surface en étage élevé avec parquet à chevrons? Non. Un studio en souplex dont on accède par la rampe du parking. Pierre Ludosky a créé il y a cinq ans l'association «Survivre à l'insécurité». Son rôle : aider les personnes Diogène. Il n'est pas lui-même atteint du syndrome, mais il aurait pu. «Jadis, je dirigeais une usine de conditionnement de la nourriture sous plastique, se souvient-il, le regard concentré, les mains jointes. Je me suis senti discriminé, j'ai vécu une grande déception. Je me suis demandé pourquoi un être humain souhaitait détruire un autre être humain qui voulait avancer dans la vie sans faire de mal.» Alors il plaque tout. Et cherche à comprendre de plus près ces fameux êtres humains.

Ludosky se lance dans les ménages, clientèle sélectionnée, niveau social élevé. «Un jour, j'entre dans l'appartement d'une personnalité et je découvre par terre des assiettes, des verres, des vêtements, des emballages de colis, des déchets...» Il dénombre plusieurs cas similaires. Certains, malgré des logements vastes, n'ont qu'un petit espace pour évoluer. «J'ai commencé à étudier ce trouble. J'ai discuté avec eux pour comprendre leur enfance, leur famille, leur filiation. Je n'ai pas appris Diogène dans les livres, mais à leur contact.»

Il mesure qu'on ne peut percer leur muraille sans montrer patte blanche. «Ces gens ont été déçus par l'humain, ils ne font plus confiance aux autres. 90 % de ceux que j'ai vus ne connaissent pas de trouble psychiatrique.» Il dresse néanmoins un profil semblable à ce lui évoqué par les psys : des personnes au passé difficile, tortueux, où il faut parfois chercher dans les brumes de la psychogénéalogie. «Des enfants avec des questionnements, souvent non résolus. A un certain moment de notre vie, nous avons besoin d'avancer. Ils occultent alors ces traumas – qui restent là, enfouis. Souvent ils plongent dans le travail. Puis souvent le travail leur donne un blâme, ce qu'ils reçoivent comme une injustice par rapport à la passion et au temps écoulé.»

La personne Diogène est alors ramenée aux difficultés antérieures, à une vie d'insécurité dont elle cherche à se protéger et trouve dans les objets une forme de «compensation : quelque chose qui ne mentira jamais, ne trahira jamais, ne l'abandonnera jamais. Elle l'accumule, c'est sa bouée de sauvetage». Puis, peu à peu, les objets sont personnalisés, «au départ enrobés, ils deviennent comme un être humain. Cet essieu-tout qui m'a permis d'éponger du liquide par terre, je ne le jette pas. Il m'a aidé, il était là pour moi».

Ludosky bénéficie d'une position neutre : il n'a pas d'attache avec les personnes Diogène. Il ne représente pas l'autorité, il ne fait pas partie de leur famille. Ce sont eux la plupart du temps, «en questionnement sur ce trouble et qui ne comprennent

Suite page 16



BENJAMIN ADAM

Suite de la page 15 *pas ce qui leur arrive*, qui le sollicitent, quand leur situation est intenable ou qu'ils sont sommés de désencombrer leur logement. Ludosky en rencontre environ cinq par jour, «souvent des têtes bien faites, avec une bonne gymnastique intellectuelle, mais pas forcément simple». Son travail consiste à leur faire prendre conscience que les objets sont une échappatoire. «Je leur dis que la chaleur, la confiance, l'aide, seul un humain peut les leur apporter. Ils pourraient remplir des pièces à l'infini, ils n'en auraient jamais assez. Il faut un humain.» L'augmentation du nombre de personnes Diogène et leur médiatisation ont conduit à la création de sociétés de nettoyage hyper-efficaces. Elles transforment en deux jours un appartement surchargé en un modèle d'Airbnb spacieux avec comme seul objet une bougie parfumée sur une table basse, tout le reste partant à la benne. Ce genre de désencombrement radical peut être fatal à la personne Diogène, avec risque de suicide ou de somatisation extrême. Ludosky, lui, est un associatif, il propose la manière lente. Après avoir reçu leur approbation, il désencombre le logement avec eux, s'occupe de la désinfection. Il agit discrètement, fait passer cela aux yeux du voisinage pour des travaux d'aménagement. «Quand vous voyez la façon dont ces personnes ont du mal à se dessaisir d'un objet, même souillé... c'est incompréhensible, cette souffrance.»

V. La personne Diogène

Bastien Rezé, 44 ans, est un repent. Nous le rencontrons dans un bar de la banlieue Est. Il surgit en scooter, dans une cape de pluie siglée All Black. Rond, cheveux poivre et sel, lunettes, cigarette. Le débit facile. Il dit ceci : «Vers 20 ans je fais mon chemin, tranquille. Je bosse sur des marchés. Je touche un petit héritage. J'achète une rotisserie ambulante. Je gagne très bien ma vie, jusqu'à 5000 euros

par mois. Chaque trimestre, je pars en vacances en République dominicaine. Je goûte la cocaine là-bas, puis en France. En plus de ma consommation d'alcool. J'invitais beaucoup d'amis, je faisais des fêtes. Je prenais tout en charge.

«A ce moment-là, il m'arrive deux choses. La femme de ma vie veut un enfant, mais je lui demande d'attendre un an, le temps de sortir de l'alcool. Elle me quitte. J'apprends plus tard qu'elle est enceinte d'un autre. Et un proche avec qui je m'étais jadis engueulé fait courir des bruits sur mon compte, des trucs invraisemblables. Je coupe avec tous les gens qui ont su ces conneries et ne sont pas venus m'avertir. Alors que je leur avais payé à manger et tout.

«Je vends ma rotisserie, presque à perte. Je me retrouve au RSA, sans logement, alcoolique, cocaïnomanie, je vais aux Restos du cœur. J'ai 30 ans. Grâce à un ami j'emménage dans un studio. Je fais de l'interim. Sans argent pour la cocaine ou l'herbe, je me noie dans l'alcool. Je fais une cure, deux cures. Sans résultat.

«Diogène arrive un soir où je sors de chez ma mère. C'est le jour des encombrants. Je vois des planches dans la rue, deux chaises en bon état. Je les prends sur mon scooter, "au cas où", "ça peut toujours servir", "au pire je les revendrai". Mais je n'en fais rien. Dans le hangar où je bosse comme manutentionnaire, je jette des objets à la benne, des jouets pour enfants, des magazines. J'en rapporte chez moi.

«Mon studio se remplit, ça va vite. Avec l'alcool, je passe aussi de 70 à 100 kilos. J'ai des problèmes de dos. Mais je garde mes anciens vêtements. Je stocke tout ce que je trouve. Une nuit, la penderie s'écroule et bloque l'accès à la cuisine. Comment je vais réparer ça, j'ai pas les moyens de la remplacer. Pas grave, c'est bon. Je laisse.

«Je n'ai plus accès à la cuisine. L'évier déborde de vaisselle. Mon frigo tombe en panne. Dans un bar, quelqu'un me vend un frigo pas cher. Je n'ai pas la force pour l'amener dans la cuisine bloquée. Il reste dans l'entrée.

«Je vis dans un environnement si malsain que je pense être immunisé contre tout.»

Bastien Rezé
qui a souffert plusieurs années du syndrome de Diogène

Je m'appuie sur une commode, elle s'écroule. Tout est cassé chez moi avec un frigo dans l'entrée. Je n'arrive pas à trier cet appart, alors que je suis quelqu'un de carré. J'ai un toit mais ce qu'il y a dessous est désolant. Je suis devenu un porc.

«Je vais voir des psys, qui diagnostiquent une "dépression sévère". Je suis sous antidépresseur. Avec les médocs, je deviens un zombie. J'allais au boulot pas lavé, ça s'est vu, même si je me parfumais beaucoup. C'est bosse bien, on ne me dit rien.

«Un jour, chez moi, la poubelle est pleine. Je mangeais des carottes râpées, je pose la fourchette sur la table, je jette la barquette par terre. Et c'est devenu une habitude. Manger des cordons-bleus froids, c'est dégueulasse, je mange des trucs froids. Directement dans la boîte, que je jette par terre. Comme un homme préhistorique. J'accumule peu à peu 1,40 m de déchets autour de moi.

«Dans le studio, les yeux me piquent, j'ai du mal à respirer. Un jour j'ouvre la porte-fenêtre en baissant les rideaux, pour ne pas que les gens voient. Les Diogène vivent stores baissés. Dans les grottes, il fait noir, on arrive très bien à se repérer : un pas ici, je m'accroche là, j'enjambe le truc au milieu, là je sais qu'il y a du verre cassé, je fais gaffe. Des moucheron entrent. Puis ils prolifèrent, tout mon plafond en est couvert. Je n'ouvre plus les fenêtres. Si je vois une larve sur un aliment, je passe un coup de bombe. Je vis dans un environnement si malsain que je pense être immunisé contre tout.

«Je passe mon temps sur la moitié du lit. L'autre moitié est couverte de déchets. Je me colle entre le mur et les déchets. J'ai de plus en plus mal au dos, je me mets en position fœtale, je ne regarde qu'elle, elle me permet de ne pas voir ce qu'il y a autour.

«La vie de tous les jours, c'est quinze minutes matin et soir pour entrer et sortir du studio. Au judas, je guette, je pose mon oreille sur la porte. Pas de bruit, j'ouvre, je me faufile et je referme tout de suite. Quand j'y arrive, c'est une journée de gagnée. Je n'ai qu'une peur : être dénoncé par un voisin.

«Un des psys me dit : "Les deux pots de fleurs fanés dans votre salle de bains qui ne servent à rien. D'ici à la semaine prochaine, jetez-les." Facile. Mais je n'ai pas réussi. Jeter est un geste impossible. Quand je m'approprie à jeter un objet, je me retrouve comme quelqu'un qui a peur du vide et marche au bord d'une falaise. Alors je ne jette pas. Cependant, j'ai des épiphanies. Une fois tous les 36 du mois, il se passe un truc : je remplis une dizaine de sacs-poubelle que je vais jeter dans la nuit. Ce sont des moments joyeux.

«Je me renseigne sur Internet. Je comprends que je suis Diogène. Je vois qu'il existe des nettoyeurs de l'extrême, qui désencombre et rendent un appart nu. Où sont les objets qui comptaient ? Je ne veux pas ça. Et j'ai aussi peur du vol. Du coup je ne fais rien. Je me dis que je sombre et ce que je m'attends c'est le suicide. Le seul moyen de me sauver : mettre le feu à l'appart. Je suis en train de pourrir. Je tombe enfin sur l'association de Pierre Ludosky. Nous discutons beaucoup, jusque tard dans la nuit, je trie avec lui, cela dure une semaine. Je m'en sors, parce que je le voulais. Cela a duré huit ans. Mais c'est un combat quotidien, aujourd'hui encore je sens que parfois je me laisse aller, il y a chez moi des objets qui traînent, des machines à laver en retard. Je fais attention. Et surtout je veux parler pour faire comprendre cette maladie. Il faut que les gens sachent qu'être Diogène ce n'est pas être sale, ce n'est pas de la faiblesse. C'est malgré soi.»

M
+ T
+ E U X
= NOUS



ENSEMBLE
AGISSONS.
DONNEZ !

Pour un monde
plus juste
et plus solidaire

Rejoignez
le Secours populaire
proche de chez vous.

secourspopulaire.fr





LIBÉ.FR

Jeux paralympiques 2024 : à quoi va ressembler la cérémonie d'ouverture ?

Prévue le mercredi 28 août, la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques se tiendra sur les Champs-Élysées et sur la place de la Concorde, à Paris. Si de nombreuses surprises demeurent, les organisateurs promettent «des performances jamais vues auparavant». PHOTO STEPHANE LAGOUTTE

Attaques ukrainiennes en Russie: «Ce n'est pas nouveau, mais il y a un effet cumulatif»

Pour la politologue Tatiana Stanovaia, les offensives des Ukrainiens sur le sol russe, entre l'incursion à Koursk et les attaques de drones, irritent le Kremlin mais ne devraient pas fondamentalement changer la donne.

Par
VERONIKA DORMAN

La Russie, plus vulnérable qu'elle ne voudrait l'admettre ? Dans la nuit de mardi à mercredi, Moscou a été visé par une attaque de drones ukrainiens sans précédent, tous interceptés. Et depuis quinze jours, l'armée ukrainienne continue, lentement mais sûrement, son incursion dans la région de Koursk, en occupant des villages et faisant des dizaines de prisonniers parmi les soldats russes, des conscrits pour la plupart. Pour la politologue Tatiana Stanovaia, qui dirige le groupe de réflexion R.Politik, il ne s'agit pas pour autant d'un moment de bascule dans la guerre, et la situation pourrait rapidement devenir la nouvelle normalité.

L'attaque de drones sur Moscou est-elle un événement significatif ?

Ce n'est pas du tout une nouveauté. Il y a un an déjà, quand de telles attaques étaient quasi quotidiennes, les Moscovites avaient appris à en rire. Cependant, aujourd'hui, il y a un effet cumulatif. De l'incursion de l'armée ukrainienne dans la région de Koursk, aux attaques ciblées sur les raffineries et autres infrastructures critiques, tout cela crée un sentiment que la Russie est vulnérable, après tout. Et surgit la question, notamment au sein des élites : dans quelle mesure le pouvoir russe en



Un char détruit de l'armée russe dans la région de Koursk, le 16 août. PHOTO EFREM LUKATSKY, AP

est conscient, et capable de défendre le pays ?

Depuis plusieurs mois, on sent la fatigue gagner. Des rumeurs pleines d'espoir circulent sur des pourparlers secrets qui seraient en cours pour stabiliser la situation. De toute évidence, l'Ukraine ne peut pas mener une grande offensive, Moscou ne peut pas prendre Kyiv, l'Occident ne parvient pas à aider l'Ukraine à se débarrasser de l'occupant russe sur son territoire. C'est l'impasse, de tous les côtés, ce qui devrait rendre inéluctable une issue par la négociation.

Mais la nouvelle donne a-enterré ces espérances, et on attend une nouvelle exacerbation. Un autre sentiment qui s'empare des observateurs côté russe, c'est une sorte de

catastrophisme. Pourquoi Poutine tarde-t-il à réagir ? Il prépare certainement une riposte monumentale. D'un autre côté, les correspondants de guerre supputent

que pour Kyiv aussi, l'incursion de Koursk n'est qu'une distorsion, qu'en réalité une opération terrible se prépare en Crimée, etc.

L'HISTOIRE DU JOUR

Est-ce que la séquence des dernières semaines marque un tournant dans une guerre enlisée ?

Du point de vue de Moscou, non. Quelques divisions ukrainiennes sont entrées, 1000 km² de territoire ont été occupés, et alors ? Pour tenir, Kyiv va devoir trouver des ressources pour un deuxième front, et ça, Poutine n'y croit pas une seconde. A Moscou, on n'y voit qu'une grosse opé-

ration de communication. La question, pour le Kremlin, est ailleurs. Elle est tactique. Que faire ? Comment réagir ? Le sujet des conscrits est très épineux. Poutine ne les avait peut-être pas envoyés directement en première ligne, mais ils étaient quand même amassés dans ces régions frontalières. Le camp des patriotes proguerre, de plus en plus irrité, demande des comptes aux généraux. Et dans le même temps, une sorte de normalisation est déjà en cours. Cela fait deux semaines que l'armée ukrainienne est sur le territoire russe, mais la vie continue, comme si de rien n'était, surtout dans la capitale.

Peut-on dire que la guerre a fini par vraiment arriver sur le territoire russe ?

Depuis un an et demi, la guerre ne cesse d'arriver en

Russie, elle arrive, et arrive encore. La société est sans cesse mobilisée, attirée dans la guerre, aussi bien par les incidents militaires que par l'idéologie. Mais dans le même temps, les événements s'accumulent et la rhétorique se durcit, mais la guerre reste, globalement, à la périphérie des consciences et du pays. Les gens continuent de vivre leur vie. Et tant qu'ils pourront aller au théâtre, au restaurant, au travail, amener les enfants à l'école sans risquer de se faire tuer, rien ne changera. Ça peut durer très longtemps.

Et le pouvoir fait aussi comme si rien ne se passait ?

Pas exactement. Pour le Kremlin, la situation est très désagréable. Il s'agit avant tout d'une atteinte à la répu-

tation. Et Poutine n'aime pas ça. Mais dans son esprit, bien sûr, c'est l'Occident qui est derrière. En outre, il comprend très bien que les Ukrainiens lui tendent un piège, il sait que l'incursion dans l'oblast de Koursk a pour objectif d'affaiblir le front dans le Donbass, en forçant l'armée russe à réorganiser ses forces. Ce que Poutine ne fera pas, par principe. En réalité, pour la Russie, la situation actuelle peut durer des mois, sans grand préjudice. Et en aucun cas les territoires occupés de Koursk ne peuvent devenir un monnaie d'échange dans des négociations futures. Pour Poutine, les Ukrainiens ont définitivement sabordé toute perspective de négociations, alors que, de son point de vue, Moscou proposait des solutions raisonnables. ◀



LIBÉ.FR

Hausse des cancers chez les moins de 50 ans : «Une combinaison de facteurs de risques»

Une nouvelle étude, publiée en août dans *The Lancet*, confirme que certains types de cancers ont augmenté de 80 % chez les moins de 50 ans depuis 1990. Les chercheurs ont du mal à en expliquer les raisons, comme le décrypte pour *Libération* l'épidémiologiste Emmanuelle Mouret-Fourme. PHOTO AFP

«Il faut sortir des impasses de la stratégie Mélenchon... et des anti-Mélenchon»



STÉPHANE TROUSSEL
Président du département de Seine-Saint-Denis et porte-parole du PS

«Tourner la page» Jean-Luc Mélenchon, construire une grande force «social-démocrate», nouer des «compromis» avec d'autres forces politiques : dans un entretien avec le *Point*, publié mardi, l'eurodéputé Raphaël Glucksmann, tête de liste du Parti socialiste et de Place publique aux dernières européennes, a exposé sa vision pour la gauche. Un projet marqué par une hostilité viscérale envers le leader de La France insoumise, et par un certain scepticisme vis-à-vis du Nouveau Front populaire, la coalition électorale qui rassemble notamment le PS et LFI. Ces propos ont déçu à Stéphane Troussel, président socialiste du département de la Seine-Saint-Denis et porte-parole du PS, qui y répond et revient pour *Libé* sur le projet de reconstruction d'un grand parti social-démocrate.

DOMINIQUE ALBERTINI
Interview à lire en intégralité sur *Libé.fr*.

Membre du Fatah tué au Liban : Israël franchit un cap

Une nouvelle étape du conflit vient-elle d'être franchie au Liban ? Depuis la double frappe tuant Fouad Chokr, haut dignitaire du Hezbollah à Beyrouth, et Ismail Haniyeh, leader du Hamas lors d'une visite à Téhéran, les assassinats ciblés se multiplient. Depuis une semaine au Liban, pas un jour ne passe sans que l'aviation israélienne ne frappe un officiel dans les rangs de ses ennemis. Mais pour la première fois depuis le début du conflit, c'est un membre du Fatah palestinien qui se trouve être la cible des drones israéliens. A Saïda, à moins d'une heure de la capitale, une frappe israélienne vient de tuer Khalil al-Maqdah, membre reconnu du mouvement palestinien.

«On savait que Khalil al-Maqdah était dans la voiture, on n'a pas eu besoin d'attendre l'annonce officielle... on savait sa famille menacée», commente Abou Youssef, un sympathisant du Fatah. Le quinquagénaire explique que l'armée israélienne avait rendu ses menaces publiques depuis plusieurs mois à l'encontre

de Khalil al-Maqdah et de son frère. Tous deux étaient accusés de faire passer de l'argent et des armes en Cisjordanie occupée. Selon plusieurs hommes joints par téléphone, Khalil al-Maqdah entretenait de bonnes relations avec toutes les factions palestiniennes et libanaises engagées dans le conflit contre Israël depuis octobre. «Cette attaque est clairement un message envoyé au Fatah», déclare à *Libé* Kazem Hasan, chef de l'Organisation de libération de la Palestine et du Fatah dans le camp de Chatila à Beyrouth. Il rappelle que nous sommes la première cible d'Israël, et la principale résistance. Le message est que ce qui arrive au Fatah ici ne sera plus différent de ce qui lui arrive à Gaza ou en Cisjordanie. » Pourtant au Liban, officiellement, le Fatah ne participe pas au «front de soutien à Gaza» ouvert par le Hezbollah contre Israël à la frontière sud. Contrairement au Hamas ou au Jihad islamique qui, eux, s'y sont engagés de manière officielle. La série d'assassinats isra-

éliens au Liban ne fait qu'alimenter l'escalade guerrière. Mercredi, pour la seconde nuit consécutive, des dépôts d'armes du Hezbollah ont été frappés dans la plaine de la Bekaa, à des dizaines de kilomètres de la frontière en guerre. Les opérations israéliennes sont de plus en plus nombreuses et rentrent plus en profondeur dans le territoire libanais. Le Hezbollah est poussé dans ses retranchements et joue sa crédibilité, alors que son secrétaire général, Hassan Nasrallah, a déjà promis une «réponse sévère» après l'assassinat d'un de ses chefs militaires à Beyrouth. S'il ne peut plus désormais prouver sa capacité à protéger ses leaders et ses alliés de son côté de la frontière, le Hezbollah va-t-il vouloir prouver qu'il peut les venger ? Si jamais les négociations pour un cessez-le-feu à Gaza n'aboutissaient pas, le conflit qui secoue déjà le Proche-Orient pourrait franchir un nouveau cap des plus alarmants.

ARTHUR SARRADIN
(à Beyrouth)

#AntiHSM

Sur le réseau social X, le mot-clé #AntiHSM, contre le harcèlement sexuel, misogyne et misogynoir (discrimination sexiste et raciste envers les femmes noires) s'est hissé au sommet des tendances. Après une énième affaire de cyberharcèlement, deux habituées de X ont lancé ce hashtag pour espérer mettre fin à l'impunité et faire entendre la parole des femmes noires, qui subissent souvent dans l'indifférence des violences en ligne. Une situation qui ne date pas d'hier : une étude réalisée en 2018 par Amnesty International et Element AI, montrait déjà qu'un tweet sur dix mentionnant des femmes politiques et des femmes journalistes noires s'est avéré injurieux ou problématique.

Au Burkina, la conscription pour «punir des procureurs et des juges»

Le message audio dure une minute seize, et capture un échange téléphonique glaçant. «C'est l'adjutant Sanou, du bureau de garnison de Ouagadougou, se présente l'interlocuteur. Vous êtes bien Monsieur Nacro Abdoul Garfou ? La prescription nous a envoyé un ordre de réquisition vous concernant.» «J'ai pas compris», balbutie l'homme au bout du fil, entre deux silences. Il fait répéter, craignant une méprise. Mais non, c'est bien son nom qu'articule l'adjutant Sanou. Nacro Abdoul Garfou comprend qu'il est enrôlé de force sur un théâtre d'opérations militaires. Lui qui n'est ni

soldat ni volontaire pour la défense de la patrie, ces citoyens qui épaulent l'armée dans la lutte contre les groupes jihadistes... mais substitué du procureur du Faso. «La conscription est utilisée pour punir des procureurs et des juges», a dénoncé Human Rights Watch mercredi. «Entre le 9 et le 12 août, les forces de sécurité burkinabè ont notifié par téléphone à au moins sept magistrats, dont quatre procureurs, deux procureurs adjoints et un juge d'instruction, leur conscription pour participer aux opérations de sécurité du gouvernement contre les groupes armés islamistes à Kaya (Centre Nord)

du 14 août au 13 novembre», écrit l'organisation dans un communiqué. Six de ces magistrats se sont présentés à une base militaire de Ouagadougou le 14 août. Depuis lors, ils sont portés disparus. Comme des dizaines d'autres Burkinabè, victimes de réquisitions forcées ou d'enlèvements par des agents de l'Etat. La machine répressive du capitaine Ibrahim Traoré, qui a arraché le pouvoir lors du coup d'Etat du 30 septembre 2022, avant de s'octroyer un bail de cinq ans à la présidence du Faso le 25 mai, s'attaque à un nouveau contre-pouvoir. Après les médias, les

partis politiques, les syndicats, la justice est devenue son cœur de cible. Entre détricotage institutionnel et recours à la manière forte, il a décimé en quelques mois ce dernier pilier de l'Etat de droit. Comme avec d'autres catégories de citoyens jugés trop critiques, le président Ibrahim Traoré avait prévenu, de façon confuse mais menaçante. «J'invite les magistrats qui se disent sincères à quitter une certaine logique, parce qu'il y a beaucoup de brebis galeuses dans leurs rangs», a-t-il lancé le 11 juillet sous les vivats de ses partisans.

AGNÈS FAIVRE

Sicile Six corps retrouvés après le naufrage d'un navire de luxe

Les équipes de secours mobilisées mercredi au large de Palerme en Sicile ont annoncé avoir retrouvé les corps des six passagers disparus lors du naufrage du *Bayesian*, selon le *Guardian*, citant les sapeurs-pompiers plongeurs. Le yacht de luxe appartenant au magnat britannique de la tech Mike Lynch s'était abîmé à l'aube lundi dans les eaux siciliennes. Les six corps retrouvés mercredi ont été extraits de l'épave du navire selon une source proche du dossier cité par la presse italienne. Un septième corps avait été retrouvé peu après le naufrage.

Politique Elisabeth Borne annonce sa candidature à la tête de Renaissance

Après sa coupure estivale, l'ancienne Première ministre Elisabeth Borne revient avec une annonce. Dans un entretien au *Parisien* publié mercredi, elle annonce sa candidature à la tête de Renaissance, le parti d'Emmanuel Macron, avec l'ambition de «rassembler de façon très large» car il est «vital» de «préserver l'unité de ce parti». Gabriel Attali, élu à la présidence du groupe à l'Assemblée, pourrait également ambitionner de s'emparer de la direction du parti, succédant ainsi à Stéphane Séjourné.

**Vous
voulez
passer
une
annonce
dans**

Libération

**Vous
avez
accès à
internet ?**

Découvrez notre site
de prise d'annonce
en ligne
[http://petites-annonces.
liberation.fr](http://petites-annonces.liberation.fr)

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

Disquaire achète au meilleur Prix

**DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD
TOUS STYLES TOUTES QUANTITES**

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk
- House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéo - Consoles

Déplacement en France
avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

ANTIQUAIRE EXPERT EN ARTS ASIATIQUES

Achète comptant
porcelaines, statues, vases, bouddhas,
mobiliers, laques, paravents...
Décorations asiatiques : corail, jade...

MAISON ALEXANDRA
06 15 02 23 98

Déplacement Paris et Province GRATUIT sous 48 heures

Libération est habilitée pour toutes vos ANNONCES LÉGALES
sur les départements 75 93 94
de 9h à 18h au 01 87 39 84 00 ou par mail legales-libe@teamedia.fr

**Chaque mardi, la newsletter
de «Libération» passe
au crible l'extrême droite,
du RN aux groupuscules violents**

FRONTAL

Inscrivez-vous sur libe.fr/frontal



Libé

PLONGEZ DANS L'ACTUALITÉ !

Offre spéciale été - Papier + numérique

2 mois pour 30,90€

Puis 30,90€/mois sans engagement

A découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à
Libération, Service abonnement Libération, 45 Avenue du Général Leclerc,
60643 Chantilly Cedex. Offre réservée aux particuliers

ETELIB24

Oui, je m'abonne à l'offre intégrale de Libération

Mon abonnement intégral comprend la livraison chaque jour de Libération
et chaque samedi de Libération week-end par portage + l'accès au site et à
l'application Libération sans publicité + des newsletters exclusives

Nom _____

Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal [] [] [] [] Ville _____

Numéro de téléphone [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

E-mail _____ @ _____

(obligatoire pour profiter des services numériques et accéder à votre espace personnel sur libération.fr)

Date de début souhaitée de l'abonnement * _____

☐ **Règlement par carte bancaire**

[] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Expire le [] [] [] []

☐ **Règlement par prélèvement SEPA. Je serai prélevé de 30,90 € pour 2 mois**
(au lieu de 124€ prix kiosque), puis de 30,90€/mois (au lieu de 62€ prix kiosque).
Je m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment

IBAN []

[] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

BIC []

Signature obligatoire :

*La date de début d'abonnement peut varier selon le planning de parution ou le délai de réception et de traitement du formulaire d'abonnement. Nous ne sommes pas responsables de la date de début de la date d'abonnement.
Offre pour les particuliers valide jusqu'au 31/08/2024 pour un abonnement en France métropolitaine. La livraison est assurée par un porteur avant 9h dans plus de 900 villes. Les autres communes sont livrées par voie postale. Les informations requises sont nécessaires à Libération pour la mise en place et la gestion de l'abonnement.
Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de radiation, d'opposition et de suppression des données que vous avez transmises en achetant un mail à donnees-personnelles@liberation.fr. Pour en savoir plus sur les données personnelles, rendez-vous sur <https://www.liberation.fr/rgpd/>

À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1

21h10. Barbecue. Comédie. Avec Lambert Wilson, Franck Dubosc. 23h00. Esprits criminels. Série. Raïssa de carreau. As de cœur. Hope.

FRANCE 2

21h10. Taratata 30 ans. Divertissement. Présenté par Nagui. 23h35. Taratata. 100% live. Documentaire. Les 30 ans.

FRANCE 3

21h10. Ouija - un été meurtrier. Série. La nuit des étoiles filantes. Avec Bruno Solo, Patrick Mille. 22h05. Ouija - un été meurtrier. Série. La nuit de Séville. Catharsis.

CANAL+

21h00. Silo. Série. La fête de la liberté. La protégée de Holston. 22h55. 57 seconds. Téléfilm. Avec Morgan Freeman, Josh Hutcherson.

ARTE

20h55. Des gens bien. Série. 1, 2 & 3/6. Avec Lucas Meister, Béatrice McNeese. 23h25. Des gens bien. Série. 4, 5 & 6/6.

M6

21h10. Les Traîtres. Jeu. Saison 3 : Émission 2 (1 & 2/2). Présenté par Eric Antoine. 23h10. Les Traîtres : révélations sur la suite... Jeu. Saison 3 : Émission 2.

FRANCE 4

21h00. Tous à La Réunion. Spectacle. La grande fête de « l'île intense ». 22h10. Kery James le poète noir et ses invités. Documentaire.

FRANCE 5

21h00. Des trains pas comme les autres. Documentaire. Mauritanie, Autriche. 22h45. C dans l'air. Magazine.

PARIS PREMIÈRE

21h00. Elite Squad. Téléfilm. Avec Milo Gibson, William Fichtner. 22h40. Creepshow.

TMC

21h25. The amazing Spider-Man : le destin d'un héros. Fantastique. Avec Andrew Garfield, Emma Stone. 23h55. 90' Enquêtes. Magazine.

W9

21h10. Zorro. Série. La vengeance. Avec Joel Posqued, Rodolfo Sancho. 22h10. Zorro. Série. L'exécution. Derrière le masque.

NRJ12

21h10. NRJ Music Tour Toulouse. Concert. 23h25. M. Pokora. My Way Tour.

C8

21h10. Y a que la vérité qui compte : nos plus belles histoires. Magazine. 22h55. Y a que la vérité qui compte : nos plus belles histoires.

TFX

21h05. Baby boom. Documentaire. Comme à la maison. 22h45. Baby Boom. Documentaire.

GSTAR

21h10. Au cœur de l'enquête. Magazine. Présenté par Clélie Mathias. 22h55. Au cœur de l'enquête. Magazine.

TF1 SÉRIES FILMS

21h00. Section de recherches. Série. White party. Manipulations. 23h05. Section de recherches. Série.

GTER

21h10. Les Reines de la route. Documentaire. 2 épisodes. 23h25. Les Reines de la route. Documentaire.

CHÉRIE 25

21h05. Le fabuleux destin d'Amélie Poulain. Comédie. Avec Audrey Tautou, Mathieu Kassovitz. 23h25. Monsieur Baginole. Film.

RMCS STORY

21h10. 100 jours avec les secours. Documentaire. 23h00. 100 jours avec les secours. Documentaire.

LCP

20h30. Rembob'ina. Magazine. « Les survivants » Le reportage choc sur les premiers survivants Américains (1981). 22h00. De l'utopie à la réalité.

Libération

www.libération.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@libération.fr

Édité par la SARL Libération
SARL au capital de 25243,962 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382 028 199
Principal actionnaire
Presse indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu
Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon
Directeur délégué
de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valotau
Rédacteurs en chef
Michel Bequembou (spécial), Frédéric Béraud (préresse),
Laure Breton (CO), Gilles Diers (pilotes web),
Christian Losson (enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Liliane Almagria (France),
Anne-Laure Barret (environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Dumas (L),
Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (supplément),
Yvonne Duval (forums),
Matthieu Ecoffier (idées),
Quentin Girard (modes de vie),
Cédric Mathiot (checknews),
Camélia Pagan (actu),
Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@libération.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384 €
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@libération.fr

PETITES ANNONCES
& GARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Sarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM
LE TRU
FACILE
Membre de l'ACPM.
CPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de
l'Éco-label européen
N° FIC/3701

Indicateur
d'outrophication:
Ptot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initiale du
premier.nom@libération.fr



Solutions des
grilles précédentes

MOYEN

7	8	9	1	2	3	6	4
1	2	5	3	4	6	7	8
3	4	6	7	8	9	1	2
4	5	7	2	6	1	8	3
6	9	8	3	7	2	4	1
2	1	3	4	9	8	5	7
9	3	1	5	2	4	8	7
8	7	4	9	1	3	6	5

SUDOKU 5358 MOYEN

9	5		1			4	3
1	2			4	7	8	
6		5	8		9		
7							1
9	5		1	4	2	8	
6					9		
				5		7	
		1	7	6			9
7	4			8			5

SUDOKU 5358 DIFFICILE

3	1		2				7
		4		9			1
			1	4	3	6	
	6			1	9	5	
7	5		6	2	1	3	
9	1				8		
4		6	2	9			
5	9			3	6		
6				5	9	3	

6	7	1	9	5	4	8	2	3
8	2	4	6	7	3	1	9	5
3	9	5	8	1	2	6	7	4
1	4	8	5	2	6	7	9	3
3	5	6	7	4	9	2	1	8
2	9	7	1	3	8	4	5	6
4	8	3	2	9	7	5	6	1
7	1	9	4	5	3	8	2	6
5	6	2	3	8	1	9	4	7

DIFFICILE

Faites un don à Libé

► Soutenez le travail exigeant de 220 journalistes engagés et indépendants

► Défendez la liberté de la presse et son rôle dans le débat démocratique

► Participez activement à la transformation de la presse à l'ère du numérique



Je souhaite
faire un don par
carte bancaire,
chèque ou
PayPal :

liberation.fr/don

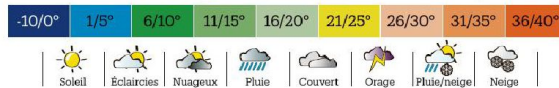
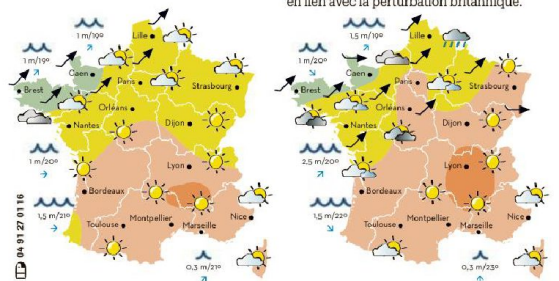
L'association Presse et Pluralisme vous permet d'effectuer un don à Libération et de bénéficier d'une déduction d'impôt égale à 66% du montant versé (dans la limite de 20% de votre revenu imposable).

Vous avez la possibilité d'effectuer un don ponctuel ou mensuel via un paiement sécurisé par carte bancaire, par chèque ou par PayPal.

Presse et Pluralisme émettra un reçu fiscal et vous l'enverra afin que vous puissiez bénéficier de la déduction d'impôt.

JEUDI 22

Il fait beau avec une petite fraîcheur dans les campagnes au lever du jour. Le ciel est un peu voilé au Nord-Ouest. L'APRÈS-MIDI Beau temps chaud généralisé. La chaleur reste raisonnable.



Agitée	Peu agitée	Calme	Fort	Modéré	Faible		www.lachainemeteo.com	
			←	←	←		vos prévisions gratuites à 12 jours	
FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	13	23	Lyon	12	27	Alger	21	30
Caen	13	24	Bordeaux	12	27	Berlin	15	24
Brest	17	20	Toulouse	14	29	Bruxelles	13	23
Nantes	12	22	Montpellier	15	31	Jérusalem	21	32
Paris	11	24	Marseille	16	30	London	16	19
Strasbourg	12	24	Nice	22	29	Madrid	23	35
Dijon	13	28	Ajaccio	19	28	New York	13	23



Des délégués manifestent contre la guerre du Vietnam lors de la convention démocrate du 28 août 1968, à Chicago (Illinois). GETTY IMAGES

Avec Kamala Harris, les démocrates peuvent-ils renouer avec la gauche?

La candidate doit préciser son projet lors de son discours de ce jeudi soir. Osera-t-elle opérer un tournant plus à gauche? Elle devra pour cela résister aux sirènes du centrisme, que le parti américain a suivi depuis la convention de Chicago de 1968, explique l'historienne Sylvie Laurent.

Kamala Harris clôture ce jeudi soir la convention démocrate en se présentant à son parti et au pays. Nominée sans primaires, elle est encore un mystère politique. Quelle ligne politique va-t-elle afficher? Sommée par le parti de rester sur la ligne centriste, elle pourrait marquer une inflexion à gauche. En écartant le colistier centriste Josh Shapiro, qui devait lui assurer le vote des «petits blancs» de

Pennsylvanie pour un progressiste du Minnesota, Kamala Harris a déjà affirmé sa souveraineté, et a présenté un début de choix. Son candidat pour la vice-présidence, Tim Walz, a en effet décrit sa ligne par ces mots: il faut «cesser de s'excuser d'être de gauche», car «ce que les uns décrivent comme du "socialisme" n'est que ce que les autres nomment du "bon voisinage"».

MOMENT DÉCISIF EN 1968

Pour comprendre ce qui est en jeu, il faut se souvenir du traumatisme de la convention démocrate de 1968, à Chicago déjà, dont les échos avec aujourd'hui sont nombreux: un président qui ne se représente pas, un pays en émoi, une guerre révoltante, des manifestations réprimées et un parti démocrate qui cherche sa ligne pour finalement marquer un tournant fondamental dans son histoire.

Car disons-le tout net, au risque de la simplification: 1968 fut le moment décisif où le parti démocrat

cessa d'être de «gauche». Certes, ce mot est éminemment relatif mais, même aux États-Unis, qui ont une expérience longue mais marginale de socialisme au sens européen, on comprend la différence entre une pensée politique de transformation sociale et d'altération des structures établies et un horizon de réforme maintenant les institutions du marché, les hiérarchies sociales et raciales et l'ordre public. Précisément, les années 60 furent l'une de ces rares périodes de redéfinition des structures de pouvoir obte-

Par
SYLVIE LAURENT



Historienne, américaniste à Sciences-Po

nue grâce aux luttes sociales farouches de la décennie, menées par les militants noirs, les étudiants des campus, les intellectuels engagés, mais aussi des bureaucrates réformateurs.

LA TRAGÉDIE JOHNSON

Lyndon B. Johnson (1908-1973), élu en 1964, était loin d'être un marxiste révolutionnaire, mais il fut le dernier président à ce jour à avoir mené son pays sur le chemin de l'émancipation collective: «Pas de société grande et glorieuse», affirmait le successeur de John Kennedy (1917-1963), «tant qu'il y aura des pauvres et des injustices raciales dans ce pays». Faire disparaître ces fléaux prit le nom de «Great Society»: un programme de «guerre à la pauvreté» dans les zones rurales les plus reculées, l'instauration d'un État-providence jusqu'alors rudimentaire avec le programme Medicaid (protection sociale pour les familles les plus vulnérables) et surtout Medicare: un nouveau régime national de soins de santé

pour les plus de 65 ans offrant à quelque 20 millions de personnes âgées une couverture santé garantie. Banal en Europe, ce programme est révolutionnaire outre-Atlantique.

Dans le même temps, il fit voter trois lois majeures restaurant la citoyenneté et les droits des noirs, érigea la lutte contre les discriminations raciales en priorité fédérale, reforma en 1965 la loi xénophobe sur l'immigration qui interdisait depuis 1924 l'accueil des peuples non blancs. Après les émeutes du désespoir qui, au lendemain du meurtre de Martin Luther King en avril 68, avaient enflammé les villes du pays, il demanda à la police retenue et calme et commanda un rapport parlementaire historique afin d'établir les causes structurelles ayant mené les jeunes africains-américains des ghettos à la révolte. Déjà, en 1965, devant les étudiants noirs de la Howard University (où Kamala Harris fit ses études), il avait affirmé que l'injustice raciale héritée de l'his-

IDÉES/

toire du pays méritait une forme de réparation, à tout le moins une attention particulière.

Aucune de ces politiques publiques et de ses prises de position ne fut irréprochable, mais elles constituèrent une véritable politique de rupture. La tragédie de la présidence Johnson est qu'il les a sacrifiées, une par une, par son engagement résolu et inflexible dans la guerre du Vietnam. Bourcier stratégique et moral, cette guerre fut bien plus qu'une affaire d'errements militaire et diplomatique. «Les bombes lancées là-bas résonnent ici», l'avait mis en garde Martin Luther King: non seulement la violence de la guerre brutalisait la société elle-même, enivrait le pays d'un militarisme grimpé en patriotisme, mais surtout, elle dépassait les budgets sociaux tout juste alloués: pour payer la guerre, ils étaient, en effet, rognés, réduits à peu de chagrin alors que les crédits du Pentagone s'envolaient. Plus encore, pour acheter le consentement du peuple, on affirmait que la subversion communiste valait bien les vies de femmes et d'enfants de Saïgon. A la convention de 68, les orphelins de Martin Luther King et certains de leurs amis moins non violents sont ainsi venus réclamer le choix de la paix et de la justice, mais aussi que le parti démocrate se sauve de lui-même.

CENTRE DE GRAVITÉ

Sur Lincoln Avenue, les matras de déchainées de la police du maire démocrate de Chicago furent une première réponse. Lapidaire. Le temps de la retenue était révolu. A l'intérieur d'une convention enfiévrée, le parti refusa d'adopter la résolution de paix proposée par les délégués dissidents et investit au contraire Hubert Humphrey (1911-1978), vice-président de Johnson, déterminé à poursuivre la guerre. Afin de sceller leur reprise en main, les caciques du parti réformèrent ses statuts sur les investitures. Effrayé de l'image donnée par la convention et alors que l'opinion publique témoigne d'une velléité réactionnaire attisée par la droite, le parti adopte alors le discours de l'adversaire: lorsque le républicain Richard Nixon (1913-1994) fustige la «chénilité» américaine instiguée par des «cryptocommunistes» forçant les politiques de justice raciale et sociale sur une «minorité silencieuse» blanche et exaspérée, le parti démocrate se renie comme institution de gauche. Plutôt que d'admettre que le bellicisme de Johnson et de Humphrey leur fut fatal, diri-

geants et stratèges démocrates accusent la gauche «radicale» et les mouvements sociaux d'avoir braqué le pays et fait gagner Nixon en novembre 68.

L'établissement du parti, les élus des grandes villes, les gouverneurs et les figures intellectuelles et médiatiques libérales (de centre gauche) justifient ainsi, afin de retrouver les faveurs des braves gens, austérité et ordre sécuritaire et policier, soutien aux guerres impériales et dérégulations, répudiation des militants et des projets portés jadis par Johnson: le droit à la santé, la lutte substantielle contre la pauvreté, l'égalité raciale véritable et la nécessité d'un service public universel. Ronald Reagan (1911-2004) fait du «Big Government» une menace existentielle et de nouveau, les démocrates cèdent. Ils ne se disent que timidement «progressives», de moins en moins «progressives», et horresco referens, surtout pas «leftists». Ce n'est qu'en 1991 qu'un petit groupe parlementaire dît «Progressive Caucus» mené par l'indépendant et socialiste Bernie Sanders trouve un strapontin sur les rangs démocrates de la Chambre. La gloire néolibérale, sécuritaire et militariste de Bill Clinton ne leur laisse que le rôle de faible Cassandra.

Depuis 1968, le parti a ainsi accompagné la dérive du centre de gravité du pays vers la droite tout en perdant une partie importante des classes populaires. Le refrain dominant demeure pourtant le même: trop à gauche. On a peine à trouver ce qui fut «de gauche» sous Jimmy Carter et sous Bill Clinton, chantres de la dérégulation et du démantèlement social. La réforme de la santé défendue par Barack Obama fut, certes, un signifiant de gauche notable, d'autant qu'il fut précédé d'une condamnation de la guerre d'Irak. Mais, centriste par sensibilité et pragmatisme, il n'a pas infléchi la trajectoire historique du parti. Joe Biden, le plus centriste des candidats lors de la primaire de 2020, a certainement mené une fois élu la politique la plus favorable aux travailleurs, étendu l'assurance santé et adopté de grands plans de dépenses publiques. Mais il n'a guère institutionnalisé de nouveaux droits et protections et n'a jamais sérieusement défendu l'idée d'une universalisation de l'état social. Enfin et peut-être surtout, comme l'a déploré Bernie Sanders, sa politique de soutien indéfectible à la guerre sans fin menée par Israël ressemble à ce que le Vietnam fut à Johnson: un poi-

son à effet rétroactif.

Ressusciter un parti démocrate de gauche sur les lieux de son immolation, il y a cinquante-six ans, supposerait bien sûr de rompre avec le soutien indéfectible de Joe Biden à la guerre menée par Israël, d'accueillir et non de laisser bastonner les étudiants et les Américains épris de droit et de justice. Mais le moment n'est pas opportun ici.

Prendre à ce point son parti à revers provoquerait une déflagration interne fort peu inspirée. Kamala Harris pourrait ainsi aisément résister aux sirènes du centrisme économique. Son programme, embryonnaire à ce stade, révèle déjà sa volonté de confronter les secteurs prédateurs de l'agroalimentaire et de la santé. En dénonçant les prix abusifs pratiqués par les entreprises de la grande distribution et en promettant «la première interdiction fédérale de l'escroquerie aux prix sur l'alimentation et l'épicerie», elle politise l'inflation (qui n'est pas le résultat naturel de l'offre et de la demande) et désigne des responsables: pas Biden mais des entreprises cupides. Le registre de l'encadrement de l'économie par le pouvoir public, déjà présent mais de manière assourdie sous Biden, est en soi hétérodoxe.

Le registre de l'encadrement de l'économie par le pouvoir public, déjà présent mais de manière assourdie sous Biden, est en soi hétérodoxe.

L'ESPRIT D'UNE JURISTE

Mais la candidate évoque également l'annulation des dettes médicales pour des millions de foyers ce qui, après l'annulation partielle des dettes étudiantes par Biden ne manque pas d'audace politique. Seule la reconnaissance implicite des extorsions légales pratiquées par les secteurs pharmaceutiques et hospitaliers peut justifier, *a fortiori* dans l'esprit d'une juriste comme Harris, que des dettes ne soient pas honorées. «L'affaire de l'Amérique est de faire des affaires», dit une citation célèbre outre-atlantique.

Souligner la proximité entre maximisation des profits et escroquerie sonne davantage comme Franklin Roosevelt (1882-1945) que comme Bill Clinton. Peut-être refusera-t-elle, comme Michelle Obama, mardi soir, d'expliquer la rémanence raciste des discours conservateurs sur la méritocratie et l'incapacité de certains à occuper la fonction suprême.

Libérée de l'injonction au centrisme, elle pourrait proposer un Projet 2025 progressiste offrant les mesures de gauche «radicale» que la très grande majorité du pays appelle de ses vœux: la scolarisation gratuite des enfants de moins de 5 ans, l'assurance santé universelle, le doublement du salaire minimum et la possibilité d'accéder à un système universitaire gratuit. Ainsi peut-être pourrait-elle réconcilier le pays avec sa part de gauche et briser le mythe de Chicago 68. ♦

SIGNÉ COCO





Libé week-end Chaque semaine, retrouvez huit pages consacrées à l'actualité littéraire. Samedi, rencontre avec Thomas Clerc au métro Marx-Dormoy dans le XVIII^e, pour une déambulation subjective dans son quartier, à l'occasion de la parution de son impressionnant *Paris Musée du XXI^e siècle*. Le dix-huitième arrondissement (les Editions de Minuit). PHOTO ED. DE MINUIT

Les dessous chiqués des rencontres arrangées

Claire-Lise Gaillard retrace l'histoire de l'amour sur rendez-vous, des agences matrimoniales aux petites annonces, et analyse comme elles ont pu être des instruments de l'inégalité entre les sexes.

Longtemps plus de raison que d'inclination, le mariage mobilisait d'autres acteurs que les intéressés : parentèle, voisinage, entremetteur discret ou « mariéeuse » bien connue, numéraire villageoise participaient à la stratégie matrimoniale, voire aux négociations autour de la dot de la future mariée. Au cours du XIX^e siècle, migrations et urbanisation malmènent cette configuration. Le marché de la rencontre – né discrètement en 1791 avec le *Courtier de l'hymen* – profite, aussitôt, de l'anonymisation des individus, devenant, selon les contemporains un « rouage important de la société ». En 1886, Paris compte une centaine d'agences matrimoniales, ouvrant parfois des succursales en province, recrutant même leur clientèle au-delà des frontières. Efficacité et discrétion sont attendues, or si la première promesse permet d'entrevoir l'heureuse conclusion de la quête grâce aux remerciements adressés à l'intermédiaire, la seconde fait obstacle à la connaissance historique.

Façade honorable. Claire-Lise Gaillard a mené une remarquable enquête pour débusquer la moindre trace laissée par ces secrets de famille bien gardés dans les rares fonds des agences, mais aussi dans les archives judiciaires. Les requérants se plaignent, les uns du manque de sérieux commercial, les autres d'avoir été trompés sur la marchandise, puisqu'il s'agit bel et bien d'une transaction commerciale. Plus rarement, ce sont les négociants qui font un procès pour percevoir leur dû. *La Gazette des tribunaux* rend compte de ces croqueries ; elles font la joie des auteurs de vaudeville et des caricaturistes : « Vous êtes bien la petite blonde fantasque, lasse de vivre avec ses parents et rêvant d'un amour idéal ? » demande à une grosse dame d'un certain âge un vieil homme en fauteuil roulant, qui s'était annoncé comme un « monsieur espigole et brun, possédant voiture » ! Ce mensonge, inventé en 1926 dans le *Gringoire*, n'est pas à mettre au compte des agences matrimoniales. Soucieuses de probité, déconseillant de broser de soi un portrait éloigné de la réalité, con-

treproductif dès la première rencontre, elles se renseignent avec précision sur leur clientèle pour éviter de conforter le soupçon d'amoralité qui plane sur elles : leur honorable façade cacherait, murmure-t-on, des pratiques prostitutionnelles. Il est vrai, remarque avec justesse l'historienne, que la cartographie parisienne des agences est calquée sur celle des maisons closes et des déambulations des filles de joie, ce qui n'a pas manqué de retenir l'attention de la police des mœurs.

Des tromperies de cet ordre relèvent donc davantage des petites annonces dont le nombre explose avec la massification de la presse qui génère des journaux spécialisés sur les rencontres, tandis que de plus en plus de journaux ouvrent leur « quatrième » à ces recherches, tel le *Chasseur français*, vecteur principal au cœur du XX^e siècle de cette révolution. De fait, hors du coût de la publication, la dimension commerciale disparaît de ce marché qui, bien que toujours ainsi nommé, n'en est plus un dans ce cas précis. Les émois des agences étaient établis selon un pourcentage pris sur la dot, versée donc par les demandeurs, sans que les femmes s'en doutent ! Telle est l'une des révélations de ce livre passionnant : cette pratique souligne le déséquilibre d'agence entre les sexes. Alors que l'on s'attendait à ce que ce système accroisse la liberté des femmes par l'exposition de leurs désirs matrimoniaux et l'éventail de choix proposé, il renforce au contraire l'adage « l'homme propose, la femme dispose », dans la contrainte s'entend. En effet, au XIX^e siècle surtout et à de rares exceptions près, seul le premier pousse la porte des agences ; il y brosse le portrait de la future, davantage un profil socio-économique que psychologique, même si le critère physique n'est pas négligé. Se marier rime avec s'élever dans la hiérarchie sociale, et ce quel que soit le milieu du prétendant.

Des souhaits des jeunes filles, on ne saurait rien, car leur identité et l'évaluation de leur patrimoine figurent sur les fiches matrimoniales sans que la plupart en soient averties. Si des parents sont à l'origine de cette mise sur le marché de la rencontre, ce sont surtout les agents qui composent leur portefeuille. Fins limiers, guettant en quelque sorte une proie qui s'ignore, ils repèrent les filles à marier, grâce à la complicité – bienveillante peut-être – du voisinage, du médecin de famille et même du curé de la paroisse, notent les habitudes de ces célibataires afin d'organiser la rencontre, supposée fortuite. Pour autant, cette manipulation peut déboucher sur d'heureuses unions, dont on devine que



Une publicité pour une agence matrimoniale, début du XX^e siècle. PHOTO AKG IMAGES

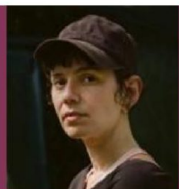
la mariée ignorera toujours l'origine qui doit si peu au destin et beaucoup à la prétendue passivité naturelle du « beau sexe ».

Normes de genre. Redoutables concurrentes, les petites annonces sonnent la fin de l'âge d'or des agences, au dernier tiers du XIX^e siècle ; leur déclin s'accroît après la Première Guerre mondiale. Dans le contexte d'un surciblat féminin lié aux pertes masculines, les femmes, ayant acquis de l'indépendance en remplaçant les hommes pendant le conflit, sont à l'initiative de la rencontre via les journaux. En exploitant, sur le long terme, cette source irremplaçable, l'historienne découvre l'idéal recherché selon le sexe, l'affirmation aussi de la dimension affective. Que des femmes soient les moteurs de la quête ne signifie pas l'égalité entre les partenaires, en raison de l'intégration des

normes de genre. Ainsi, ne signalant leur métier que comme un complément de revenu au foyer, la présentation de celles-ci insiste sur leurs qualités de ménagère et sur leur douceur. En se confortant au modèle de la bonne épouse, la majorité se soumet aux lois du genre, acceptant notamment que les hommes exigent la beauté, et donc une femme plus jeune qu'eux, tandis que la réserve leur impose de taire leurs rêves. L'autrice décèle dans ces règles d'appariement une expression inattendue de la domination masculine.

YANNICK RIPA

CLAIRE-LISE GAILLARD
PAS SÉRIEUX S'ABSTENIR. HISTOIRE
DU MARCHÉ DE LA RENCONTRE.
XIX^e-XX^e SIÈCLES
CNRS Éditions, 372 pp.
25 € (ebook : 17,99 €).



Festival Arles accueille du 26 août au 1^{er} septembre la 5^e édition d'Agir pour le vivant où sont programmés des débats sur l'écologie. Mardi à 14 h 30, échange entre Juliette Rousseau (photo) (la Vie têtue, Cambourakis), Camille Teste (Politiser le bien-être, Binge Audio) et la sociologue Fanny Charasse (le Retour du monde magique, la Découverte) sur des solutions face à l'appropriation culturelle. Agirpourlevivant.fr PHOTO GOULVEN LE BAHERS



Débats La Manufacture d'idées invite pour sa 13^e édition, jusqu'à dimanche, des chercheurs, des philosophes, des écrivains au château d'Hurigny (71870). Ce jeudi à 18 heures, échange entre Hélène Dumas (Sans ciel ni terre, la Découverte «Poche») et Beata Umubyeyi Mairesse (photo) (le Convoi, Flammarion). Dimanche à 14 heures, rencontre avec Tristan Garcia (Laisser être et rendre puissant, PUF). Lamanufacturedidees.org PHOTO FLAMMARION

George Orwell, enquête sur l'ami russe de la dèche

Duncan Roberts démasque un des personnages les plus tonitruants du premier livre de l'écrivain anglais.

Qui était Boris, le compagnon d'infortune parisien du narrateur de *Dans la dèche à Paris et à Londres*? Cet ex-officier russe finit par leur dégoter à tous deux un emploi dans un hôtel, puis dans un restaurant russe de la rue du Commerce. Publié en janvier 1933 (1), le premier livre de George Orwell comporte le récit retissé de son séjour dans les bas-fonds de Paris de mai 1928 à décembre 1929. Pour éviter la diffusion, son éditeur anglais Victor Gollancz lui avait demandé de changer tous les noms, ceux des lieux compris. Eric Arthur Blair endossa aussi un pseudonyme pour protéger sa famille du scandale. Dans la liste de quatre noms qu'il soumet à Gollancz, il y a «George Orwell». Avec *Dans la dèche*, naîtra Orwell. Dans *Orwell à Paris*, Duncan Roberts invite à suivre avec lui Eric Blair, 24 ans, dans ses errances parisiennes à la fin des an-

nées 1920. Il reconstitue ses circuits probables, de l'hôtel miteux du 6, rue du Pot-de-Fer vers Saint-Germain ou le Marais. En parallèle, il mène l'enquête sur l'identité réelle de Boris, son compère russe, ou des établissements qu'ils ont fréquentés. «Plus j'en sais sur Eric et son séjour à Paris, et moins je suis à l'aise à l'idée de buter sur cette énigme russe; un visage flou au passé tout aussi flou. Qui était ce capitaine russe avec lequel Eric a passé ses mois les plus mémorables? Les deux hommes se sont rencontrés à Cochin. «Pour des raisons totalement inconnues, il a totalement écarté cet épisode de son livre». Dans les archives médicales de l'hôpital, l'auteur découvre que si Eric Blair y a passé quinze jours en mars 1929 pour une grippe, un Russe de 33 ans a été admis au même moment pour de l'arthrite dans la jambe gauche. Ainsi découvre-t-il dans



Anatole Kupper en 1923. ARCHIVES DE LA VILLE D'ANVERS

le registre qui se cache derrière Boris. C'est Anatole Kupper, né à Vasilievo et arrivé en France en 1916 avec le corps expéditionnaire russe. Ce n'est que l'iceberg du filon, une filature passionnante à travers le temps, illustrée de photos d'époque. Duncan Roberts retrace ainsi, à travers la vie de ce capitaine du 2^e régiment d'infanterie à qui il redonne un nom et un visage quatre-vingt-

dix ans après, l'équipée de ces milliers de soldats de l'armée impériale envoyés sur le front français, désorganisée par l'abdication du tsar et la révolution de 1917. Lors de sa recherche de sources, il rencontre le précieux Dimitri Vichency, fils de Russe blanc, qui était âgé de 5 ans quand Blair crait famine en contemplant les cafards rue du Pot-de-Fer. Il dédie son livre à ce criti-

que de jazz et de blues, mort en 2020 avant la parution d'*Orwell à Paris*; on songe qu'il a noué avec lui, comme Eric et Anatole, un lien crucial. Venu à Paris pour devenir écrivain, Eric Blair ne publiera que de rares articles, donnant des cours d'anglais et faisant la plonge grâce à «Boris» à l'hôtel Lott. Après *Dans la dèche...*, de retour en Angleterre, il passera à la fiction, s'inspirant de son expérience dans la police impériale en Birmanie dont il avait démissionné en 1927, avec *Une histoire birmane*, que réédite ces jours-ci Jean-Claude Zylberstein aux Belles lettres (traduit par Claude Noël).

FRÉDÉRIQUE ROUSSEL

(1) Dernière édition, traduit de l'anglais par Michel Pétris, 10-18, 2022.

DUNCAN ROBERTS
ORWELL À PARIS. DANS LA DÈCHE AVEC LE CAPITAINE RUSSE

Traduit de l'anglais par Nicolas Ragonneau, préface de Thomas Snégareff, Exils, 240 pp., 22 €.

Après la Terreur, les citoyens pris par les sentiments

Sophie Wahnich analyse comment les dirigeants révolutionnaires ont tenté d'assurer la cohésion sociale des Français en 1793-1794, notamment à travers le culte de l'Être suprême.

Entre septembre 1793 et juillet 1794 se produit l'un des épisodes les plus douloureux de la Révolution française, la Terreur, faite d'affrontements violents et à bien des égards traumatisants. Ce climat politique, écrit Sophie Wahnich, pèse de plus en plus lourdement. «Il y a eu trop de commotions, et la dernière, la lutte des factions qui a conduit de grandes figures à l'échafaud, a été désespé-

rante.» Pour des révolutionnaires de premier plan, comme les membres du Comité de salut public, le risque est désormais grand que la violence vécue ait «enrayé la promesse républicaine», autrement dit que se s'éligne l'espoir de voir le peuple français devenir un peuple «vertueux, sensible et courageux». C'est la condition pour sauver une révolution encore précaire. Pour Saint-Just, la question essentielle est que les mœurs en ce début 1794 ne sont pas encore celles d'une république, abîmées qu'elles sont par la violence de la Terreur. Or si la vertu civique déserte l'espace public, c'est la porte ouverte à la tyrannie. C'est bien ce que redoute Robespierre, qui pense que les Français ont été brisés dans le long terme par le despotisme royal et dans le court terme par la violence révolutionnaire. Il faut rétablir la

capacité du peuple à avoir des sentiments sociaux que l'exercice de la Terreur lui a fait perdre. Le Comité de salut public est unanime quant au remède: il faut mettre en place des institutions nouvelles afin de procurer le bonheur et contrôler les passions négatives. Ces passions sont multiples.

Déisme. La passion économique est une cause majeure de destruction des liens sociaux. Il faut empêcher la lutte entre les riches parvenus, comme les acquéreurs de biens nationaux, et les pauvres. Pour cela il faut privilégier l'institution de la petite propriété en déposant les spéculateurs. «Les propriétés des patriotes sont sacrées», écrit Saint-Just, mais les biens des conspirateurs sont à la pour tous les malheureux. » Il faut également procurer à tous du pain à bas

prix, ce que vise la création, en août 1793, de greniers d'abondance et de fours publics financés par les biens des émigrés. C'est cependant la religion qui constitue la passion la plus susceptible de créer la division. Depuis l'instauration de la Constitution civile du clergé qui oppose prêtres réfractaires et prêtres jureurs, et les campagnes de déchristianisation menées par les hébertistes, le sentiment est partagé que la Révolution veut éradiquer tout sentiment religieux. C'est pour empêcher cette guerre civile latente que Robespierre instaure en mai 1794 le culte de l'Être suprême. Désormais, le principal adversaire de la Révolution n'est pas le catholicisme mais l'athéisme. Une première raison tient au déisme largement partagé par les révolutionnaires, à commencer par l'Incorruptible. Un

autre motif, plus essentiel, est l'utilité sociale d'une croyance commune, aussi vague soit-elle.

«Outil social». Car le culte de l'Être suprême, analyse Sophie Wahnich, n'existe que collectivement. C'est bien une «religion civile» à laquelle chacun pourra associer une autre croyance de son choix, par exemple catholique. «La reconnaissance de l'Être suprême est un simple outil social», indispensable dans une société encore si largement religieuse. La dimension festive tient dès lors une place essentielle. On sait l'importance de la fête de l'Être suprême, organisée le 8 juin 1794 sur le Champ-de-Mars par Robespierre, pour manifester l'unité de la nation et permettre à chacun, au moins en façade, d'affirmer son adhésion aux valeurs morales de la cité.

L'originalité de ce retour à des mœurs pacifiques vultu par les révolutionnaires de l'an II est d'accorder plus d'importance aux institutions qu'à la loi. Il s'agit désormais moins d'interdire que de promouvoir. Ces institutions sont néanmoins fragiles, voire artificielles. Aucune n'a survécu à la chute de Robespierre, à commencer par le culte de l'Être suprême. Le paradoxe est sans doute que seul un pouvoir autoritaire pouvait leur assurer une efficacité durable, ce dont précisément les révolutionnaires, afin de sauver la révolution, ne voulaient plus.

JEAN-YVES GRENIER

SOPHIE WAHNICH
LA RÉVOLUTION DES SENTIMENTS. COMMENT FAIRE UNE CITÉ 1789-1794
Seuil «La Couleur des idées» 396 pp., 24 €.

REVENEZ-NOUS (2/8)

En politique, nous délivrer du mâle

Gisèle Halimi Avec l'avocate passionnée, conquérons l'égalité femmes-hommes et allons au bout du partage du pouvoir.



« **L**a politique est une chose trop sérieuse pour être laissée aux seuls hommes. » Ce slogan, le vôtre dès les législatures de 1978, aurait eu tellement de gueule lors de celles, anticipées, de cet été 2024. Chère Gisèle Halimi, nul doute que vous auriez su trouver les mots justes pour pointer le recul de la parité, dans cette Assemblée nationale que vous avez déjà fréquentée, trois années durant, après votre élection en 1981. Réélue cette année, vous auriez, à n'en pas douter, partagé cet accablant constat récemment posé par la politologue Réjane Sénac dans *Mediapart* : « Nous ne sommes toujours pas à l'étape du partage du pouvoir, et pas uniquement dans le monde politique. » Après tout, l'un de vos premiers coups d'éclat dans l'Hémicycle ne fut-il pas de faire adopter des quotas sur les listes aux municipales, avant que cette mesure ne soit retoquée par le Conseil constitutionnel ? Cette année, 208 femmes ont été élues dans 577 circonscriptions, contre 215 auparavant. Soit seulement 36 %. Si vous étiez de celles-ci, vous auriez su continuer de faire avancer leurs droits, vous à qui elles doivent déjà tant.

Dans une arène politique massivement testostéronée, vous avez insufflé votre verve. Celle qui vous faisait tant briller dans les prétoires. Vous y entriez, disiez-vous, en emportant votre vie avec vous. Ainsi, plaidant en 1972 pour la jeune Marie-

Claire Chevalier et ses coaccusées au procès de Bobigny, poursuivies pour avoir avorté ou contribué à mettre fin à cette grossesse non désirée dont vous aviez fait un emblème, vous estimiez devoir gagner, « pour elles et pour toutes les autres », comme vous l'avez relaté lors de vos entretiens avec la journaliste Annick Cojean (1). Finalement, c'est ce même mantra, qui vous a guidée votre vie durant, qui vous a aussi amenée à brigner un mandat, par le biais des législatures en 1967, en 1978, puis en 1981, quand vous serez finalement élue députée. Pas contre votre gré, mais presque : c'est quasiment un

LE PORTRAIT

sentiment de devoir autant que votre envie « d'actions fortes pour la cause des femmes » qui ont achevé de vous convaincre d'y aller. Et ce, bien que vous ayez perennement su que « les femmes n'avaient rien à gagner dans la conquête des miettes du festin patriarcal, et tout à perdre à frotter avec la politique des mecs ».

Plus de quatre décennies plus tard, le sexisme en politique n'ayant clairement pas été éradiqué, il semble encore normal aux caciques encravatés, confits dans l'entre-soi, d'évincer leurs brillantes égales des débats télévisés. Vous, du haut de votre éloquence polie sans être polissée, armée de votre force contenue dans votre frêle silhouette, vous sauriez les moucher et étouffer les quolibets des malotrus.

Il y a bien longtemps que vous exhortez à ce qu'on laisse la parole aux femmes, comme vous saviez si bien la prendre. Bien avant que l'on ne pose les mots « mansplaining » ou « manterrupting ». « On évoque souvent la difficulté des femmes à pénétrer l'espace public. Voilà une femme qui l'a rempli, qui y est entrée, avec le geste, la parole et la cause », disait de vous l'historienne et féministe Michelle Perrot à Libé, lors de votre décès, en juillet 2020. Vous auriez su vous faire entendre dans le vacarme politique, défendre vos sœurs, sans cesse interrompues, méprisées, prises pour cible, vous qui toujours et jusqu'au bout avez plaidé pour la « sororité » et la « solidarité », développant dans *le Monde*, en 2019 : « Quand les femmes comprendront-elles que leur union leur donnerait une force fabuleuse ? Désunies, elles sont vulnérables. Mais, ensemble, elles représentent une force de création extraordinaire. » C'est encore une fois l'intérêt de toutes qui a fait émerger chez vous dès 1979 cette idée diablement actuelle, reprise notamment par Raphaël Glucksmann, de clause de l'Européenne la plus favorisée, en vertu de laquelle vous proposiez de s'inspirer des législations les plus favorables aux droits des femmes chez nos voisins. Ferrailer contre l'injustice, toujours.

Bien sûr, il faut tout de même admettre que la situation a évolué – et heureusement – depuis votre première élection, en 1981 : à l'époque, vous n'étiez que 28 femmes à siéger dans l'Hémicycle, soit à peine 5,7 %, proportion désespérément proche des statistiques de 1944 (5,6 %), lorsque les femmes ont obtenu le droit de vote. Ce qui n'a pas bougé, en revanche, c'est l'acuité des mesures que vous portiez. À l'aube des années 80, dès votre premier mandat, tout était déjà là : les difficultés des mères célibataires, confrontées

La situation politique générale étant assez désespérée, Libération ressuscite des personnalités françaises disparues pour qu'elles reprennent les choses en main.

aux impayés de pensions alimentaires et pour lesquelles vous souhaiiez la mise en place d'un fonds de garantie, si proche de ce qui fut déployé trente ans plus tard. Vous souhaiiez aussi interdire les enquêtes de moralité pour les victimes de violences sexuelles, aujourd'hui encore largement passées à la question lorsqu'elles osent prendre la parole, dans une société post-*#MeToo* toujours empreinte de culture du viol. Vous auriez probablement exprimé, avec la plus grande justesse, votre soutien aux femmes ayant pris part à la révolte revigorée dans le monde du cinéma. Auriez-elles fulminé d'entendre le Président sacrer Gérard Depardieu « fierté de la France ». Vous sauriez aussi mettre votre expérience de la robe et du droit au service du brillant débat actuel sur la définition juridique du viol, vous qui avez permis de le faire reconnaître comme crime après le procès d'Aix-en-Provence.

En 1978, lors de votre seconde campagne, entreprise sous la bannière « 100 femmes pour les femmes » aux côtés de Choisir, le mouvement féministe que vous avez cofondé, lorsqu'on vous demandait ce que vous attendiez des femmes, vous rétorquiez, en toute simplicité : « Qu'elles fassent la révolution. Je n'arrive pas à comprendre qu'elle n'ait pas déjà eu lieu. » Accompagnez donc cette révolution. Menez-la. Elle a besoin de vous. Si l'on pouvait penser à vous pour Matignon, voire pour l'Élysée en 2027, il est à parier que vous n'y songeriez pas : trop contraire à cette liberté qui vous est si chère. Si la députation française, vous pèse, pourquoi ne pas envisager de siéger à Strasbourg ? Il est aisé de vous imaginer aux côtés de centaines de Polonaises qui fin juillet se sont rassemblées dans le pays pour réclamer que soit levée la loi interne pénalisant toute aide à l'avortement, dans ce pays où il n'est permis qu'en cas d'inceste, de viol ou de danger pour la mère. Vous, qui avez clamé sans rougir (dans les prétoires et dans le « Manifeste des 343 ») avoir eu recours à l'IVG lorsque celle-ci était encore interdite, sauriez trouver les mots pour rassurer les femmes qui, de Lublin à Varsovie, disent aujourd'hui leur « peur » de tomber enceintes. Vous les auriez comprises, et sans doute, galvanisées. Petite, vous disiez de votre sort de fille, en vertu duquel il vous aurait fallu vous acquitter des tâches ménagères pour vos frères, qu'il n'était « pas juste ». Jusqu'au crépuscule de votre vie, vous déploriez qu'il ne le soit toujours pas. Mais combative, vous n'oubliez jamais d'ajouter : « Le combat est une dynamique. Si on arrête, on dégringole. »

(1) Une farouche liberté, Grasset, août 2020.

Par VIRGINIE BALLET
Photo GAMMA RAPHO

Libé

**Drole d'été pour
une rencontre**

Joan Baez et Bob Dylan, Fidel Castro
et Che Guevara, Adam et Eve, le Petit
Prince et le renard...

Tout l'été, «Libé» vous raconte
la magie des premiers instants.
Pour le meilleur ou pour le pire.

JOAN BAEZ ET BOB DYLAN LE FOLK AMOUR

Jeudi 22 août

Et aussi ■ Nos séries
d'été ■ Une page photo
■ Deux pages de
BD ■ Le quiz de l'été...

ÉTÉ / DRÔLE D'ÉTÉ POUR UNE RENCONTRE

Joan Baez et Bob Dylan, je t'aide moi non plus

Légende En avril 1961, il n'était rien, elle était star. Pourtant après l'avoir porté sur le devant de la scène, la chanteuse fera face à l'ingratitude de son ancien amant.

Par
CAMILLE PAIX

La première fois, elle ne le trouve «pas très impressionnant» (1). Sur la scène du Gerde's Folk City, un des clubs en vogue de Greenwich Village, à New York, un chanteur mal à l'aise se balance d'un pied sur l'autre, l'air «rapetissé par sa guitare». Il est beau à la manière dont sont beaux les enfants, joues roses et rebondies sous ses boucles souples. Mais ses sourcils froncés lui donnent cet air de défi des grands ados rebelles. Une dégaîne de «hillbilly de la ville», se dit-elle. Pourtant, elle est frappée par la manière dont il «crache les mots» de ces chansons «originales et rafraîchissantes» qu'il écrit lui-même.

Alors, quand ce bonhomme «absurde» se retrouve assis près d'elle, Joan Baez se prend à espérer que le beau Michael, son petit ami de l'époque, disparaisse comme par magie. Elle est même un peu jalouse quand elle l'entend s'intéresser à sa sœur Mimi qui, avec ses yeux bleus, est encore plus belle qu'elle, si cela est possible (elle comprendra plus tard que cette jalousie n'était pas infondée). Nous sommes en avril 1961, il se passe quelque chose.

Joan Baez et Bob Dylan n'ont que six mois d'écart mais, en ce printemps-là, elle se sent presque «comme sa mère». Ou en tout cas une «vieille douairière de la musique folk». Il faut dire qu'elle a pas mal d'avance: l'Américano-Mexicain de 20 ans a déjà à son actif deux albums, dont un disque d'or. Avec sa voix d'une incroyable pureté, elle chante des ballades de patrimoine, des chansons que l'on se passe de musicien en musicien. Sa légende est déjà en train de s'écrire, alors que lui, tout juste débarqué de sa campagne, en est encore à la case galère.

Pourtant, en cette année 1961, les temps sont en train de changer. Et c'est à New York que ça se passe. Robert Zimmerman le sait bien, qui est arrivé de son Midwest natal en janvier. Il a trouvé une voiture qui l'a déposé aux portes de la ville – une arrivée qu'il racontera à l'infini, changeant de version au gré de ce qu'il trouvera plus romantique, parce qu'il a déjà compris que la manière de raconter vaut au moins autant que la réalité. C'est peut-être un crime de lèse-Bob Dylan de l'écrire de la sorte, mais ce jeune homme-là se la pète sacrément. Comme l'a dit joliment l'écrivain François Bon, dans le podcast qu'il a consacré au chanteur sur France Culture: «Si

Bob Dylan ne s'était pas pris pour Bob Dylan bien avant d'être Bob Dylan, il n'aurait jamais eu de Bob Dylan.»

Courte échelle

Reste qu'il faut que d'autres que lui y croient. Alors il traîne sa guitare sur les scènes new-yorkaises qui veulent bien de lui. Après des mois d'errance, de microcachets en canaps squattés, il est repéré par le directeur artistique John Hammond, qui le signe chez Columbia pour un premier album, composé essentiellement de reprises, en 1962. Ce n'est pas encore la gloire, ça s'approche plutôt du bide. Mais le merveilleux *The Freewheelin' Bob Dylan* sort l'année suivante. C'est le début des chansons contestataires, comme *Masters of War* ou *A Hard Rain's a-Gonna Fall*; des hymnes générationnels, comme *Blowin' in the Wind*; des chants d'amours amères, comme *Don't Think Twice, It's All Right*. Sa première girlfriend new-yorkaise, l'artiste Suze Rotolo, qui a contribué à son éveil politique, est à son bras sur la pochette. Mais Dylan l'abandonne souvent pour rejoindre le soleil californien et les bras de Joan Baez, qui y a une maison. Figés sur des photos en noir et blanc, ils semblent presque irréels, elle avec ses longs cheveux noirs et

lui avec sa vibe de boy-scout décoiffé. Ils font de la musique, filent le parfait amour, tout le monde autour d'eux est beau, talentueux, engagé. Joan Baez, qui est de tous les combats, l'introduit partout, et avec elle il embrasse les grandes causes des années 60, s'affiche avec Martin Luther King, chante lors de la grande «marche sur Washington pour l'emploi et la liberté», le jour du fameux «I have a dream». Peter, Paul and Mary popularisent ses chansons. Mais si tout le monde reconnaît son talent de *songwriter*, on tord encore le nez devant cette voix jugée au mieux étrange, au pire disgracieuse.

Son big break, c'est Joan Baez qui va le lui offrir sur un plateau, en l'incrustant à partir de l'été 1963 dans ses tournées. «J'avais des publics qui allaient jusqu'à 10 000 personnes, et traîner mon petit vagabond sur la scène était une grande expérimentation et un pari», raconte-t-elle dans ses mémoires. Un «pari» dont elle croit profondément qu'ils sortiront tous des gagnants. En attendant, raconte-t-elle, «les personnes qui n'avaient jamais entendu Bob étaient souvent furieuses», allant jusqu'à huer cet énergumène qui ose interrompre le chant si pur de leur idole avec sa voix de canard et ses images farfelues.

C'est un échange de bons procédés. Dylan a besoin qu'on lui fasse la courte échelle jusqu'au public; Baez remplit sa besace de chansons qui la suivront toute sa vie, acceptant de bon cœur de devenir l'une de ces voix qui apportent au monde la prose du prodige. Car, à cette époque-là, il écrit furieusement, des quantités industrielles de ces chansons bordéliques et géniales. «Aussitôt écrites, aussitôt volées», s'amuse Joan Baez, qui s'éloigne sans regret de la folk traditionnelle.

Idealiste incurable

Sauf que la chanteuse n'a pas vu venir l'ampleur du phénomène. Chânon manquant post-beat, Dylan, le «vagabond originel», est «instantanément une légende», comme elle le chantera plus tard dans *Diamonds and Rust*. Et elle alors? Grande angoissée, elle se sent laissée sur le bord de la route. Un sentiment qui atteindra son apogée lors de la première tournée de Bob Dylan à l'étranger, au Royaume-Uni en 1965, pour laquelle il lui a proposé de l'accompagner. Pour elle, ça veut dire qu'il la veut à ses côtés, et qu'il a l'intention de lui faire une place sur scène. Elle a l'impression qu'il lui en doit une. Mais Dylan ne fonctionne pas comme ça. Tout





■ Ci-contre : Joan Baez et Bob Dylan en juillet 1963 à Woodstock.

PHOTO DAVID GAHR. GETTY IMAGES.

■ Ci-dessous : durant la Rolling Thunder Revue, en 1975.

PHOTO NETFLIX.

apporter une chemise qu'elle lui a achetée. C'est Sara Lownds qui ouvre, Sara qu'elle n'a encore jamais vue mais que Dylan fréquente depuis quelque temps à son insu. La rivale attrape le cadeau et lui ferme la porte au visage. «*Dévastée*», Joan Baez saute dans un avion. Un an plus tard, Sara Lownds deviendra madame Dylan. Le «*vagabond*» et la «*madone aux pieds nus*» ne verront plus pendant de longues années.

Piégé dans le cirque dans lequel il a posé le pied trop tôt, Dylan cherche l'ombre, la tranquillité. On ne le voit plus à une manif ni s'engager pour une cause. D'ailleurs, il ne supporte pas cette étiquette de «*chanteur contestataire*» qu'on lui a collée. «*J'étais malade des extrapolations bâties sur mes morceaux, écrit-il dans ses Chroniques, de les voir retournés à des fins polémistes, d'être sacré frère aîné de la rébellion, Pape de la contestation, Tsar de la dissidence, Baron de l'insoumission.*» Baez, au contraire, se sent investie d'une mission. Entre l'anar désabusé et l'idéaliste incurable, est-ce que ça aurait vraiment pu marcher ? Quand elle l'interrogera sur ce qui les rend si différents, il répondra qu'elle pense pouvoir changer les choses, alors que lui sait bien que personne ne le peut.

Chaud et froid

Joan Baez continue son chemin de figure de proue de la *protest song*, chante à Woodstock encinte jusqu'aux yeux, se bat contre la guerre du Vietnam et la conscription. Elle tente bien de rappeler à son ancien amant que la lutte continue, sans succès. En 1972, elle lui dédie *To Bobby*, un appel du pied un peu maladroit : «*Tu nous as laissés marchant sur la route en disant que le fardeau était trop lourd, [...] Entends-tu les voix dans la nuit, Bobby ? Elles pleurent pour toi.*» Il racontera l'épisode dans ses *Chroniques*, dédaigneux. «*Joan Baez a enregistré une chanson que la radio passait souvent, dans laquelle elle m'interpellait - montre-toi, prends tes responsabilités, guide les masses, sois l'avocat, mène la croisade. Ça arrivait comme un appel du service public.*»

Mais c'est une autre chanson qui fera définitivement passer leur rupture à la postérité. Début des années 70, Dylan appelle. Patatras, celle qui s'en croyait sortie sent son cœur lui tomber dans les chaussettes. «*Here comes your ghost again, voilà revenu ton fantôme*», chante Baez dans *Diamonds and Rust*, qu'elle compose dans la foulée. Le titre, qui enterre leur amour, restera son plus grand tube. Peut-être aussi pour son côté people. Contrairement à Dylan qui, comme elle le chante, est fort pour «*garder les cho-*

ses vagues», ses mots à elle sont transparents.

Il faudra attendre 1975 pour qu'ils soient à nouveau réunis, sous la bannière de la Rolling Thunder Revue, vrai-faux spectacle ambulancier mené par un Dylan en manque d'aventures. Elle se rapproche à l'époque de Sara, avec cette impression qu'il leur faut faire front uni face à un Dylan qui ne brille pas par son féminisme. Son manager racontera qu'à la question «*Pourquoi Sara et pas Joan ?*» Dylan a répondu : «*Parce que Sara sera à la maison quand je le voudrai [...], pas Joan.*» Un jour, pour tromper l'ennui, Baez s'amuse à se déguiser en Dylan, chapeau en feutre, barbichette dessinée et peinture blanche sur le visage. Elle imite sa voix traînante et découvre avec stupeur à quel point tout le monde se plie en quatre au moindre geste de l'idole. Elle met un instant ses pas dans les siens, brutalement consciente de ce qu'aurait été sa vie si elle avait été à sa place. Avant qu'elle ne quitte la troupe, les anciens amants font un pacte de sang, ce qui n'empêche pas Dylan de ne plus lui répondre au téléphone ensuite. Elle le voit toujours comme un frère, il souffle en permanence le chaud et le froid.

La dernière tentative pour recoller les morceaux a lieu en 1984, lors d'une tournée à trois avec Santana. Dans les faits, elle comprend vite que son nom n'a que peu d'importance. Elle tente vainement de le faire apparaître au moins aussi grand que celui de Dylan sur les affiches, s'indigne de la différence de cachets, mais elle est reléguée en première partie. Elle parle de cet épisode comme de la tournée «*Dylan/Santana/c'est-quoi-déjà-son-nom-à-elle*». Quand il comprend qu'elle s'apprête à quitter le navire, il la convoque dans sa loge et tente mollement de la convaincre de rester, lui faisant miroiter qu'ils pourraient chanter ensemble, mais elle a bien compris qu'il n'accorderait jamais la même importance qu'elle à tout ça. C'est bel et bien fini.

Restent pour toujours ces deux voix qui s'accordent parfaitement - «*Joan Baez et moi, on pourrait chanter ensemble dans notre sommeil*», a résumé Dylan, dans un rare accès de gentillesse, dans le *Rolling Thunder Revue* de Martin Scorsese. Et ce souvenir, choyé par Joan Baez, qu'elle exprime si bien dans *I Am a Noise*, tout récent documentaire sur sa vie : «*Pendant une très courte période, on a été des gosses ensemble.*»

(1) Et une voix pour chanter de Joan Baez. Presses de la Renaissance, 1987.



l'énervé, il fait la diva, s'amuse de la cour dévote que constitue son entourage. Elle le trouve cruel, et surtout affreusement distant. Elle prend du recul pour discuter «*quand tout ça se sera calmé*». Mais ça ne se calme jamais. «*Je te prenais pour mon ami, et je voulais être sur scène avec toi et partager le succès*

et l'excitation. Tu voulais cela pour toi tout seul.» C'est son cœur d'amoureuse qui se brise, mais aussi son ego. Pour la première fois, «*quelqu'un m'avait totalement volé la vedette*». Dylan a basculé dans la catégorie demi-dieu et elle est restée du côté du commun des mortels. Célèbre, certes,

adultée aussi, mais simple créature de chair et de sang. Comme une reine «*depuis longtemps détronée mais qui s'accroche avec les dents à son rêve de pouvoir*». Le roi, en tout cas, se désintéresse. Il ne lui propose pas de chanter, elle le voit à peine. Un jour, elle se pointe tout de même devant sa porte pour lui

DEMAIN BILLIE JEAN KING ET BOBBY RIGGS, UNE VICTOIRE POUR L'HISTOIRE

Le fagot de haricots, en vert et contre tout

Au goût du jour d'avant (5/6) Toute la semaine, on revisite les mets devenus ringards. Aujourd'hui, les ballottines de légumes qui connotent malgré elles grands-mères et plats surgelés. Pourtant, quand les chefs les modernisent, elles ont du potentiel.

Le début du XXI^e siècle a eu ses verrines, la fin du siècle dernier ses fagots de haricots. Que ces légumes verts, regroupés tels des brindilles, soient enlaciés par une gourmande tranche de lard ou, pour une version plus diététique mais forcément moins séduisante, une tige de ciboulette, leur quart d'heure de gloire est désormais derrière eux. «C'est le genre de plat que ma mère ou ma grand-mère faisaient le dimanche pour les repas de famille, en accompagnement du rôti de porc. C'est une garniture simple et bonne, pas forcément emblématique de la gastronomie française mais qui est quand même

marquante. Elle est toujours restée dans un coin de ma tête», raconte le chef étoilé Benoît Potdevin (Le Domaine de la Klaus à Monténach, en Moselle).

«Conserves». Charley Brevuvar, qui officie, lui, chez Ardent (IX^e arrondissement de Paris), s'en souvient plutôt comme «d'un produit de vacances d'été. La saison des haricots verts, c'est de mi-juillet à septembre. Professionnellement, c'est un truc que j'ai connu au début de ma carrière [le cuisinier est âgé d'une petite trentaine d'années, ndr] et que l'on retrouvait dans les tables traditionnelles».

Jean-Paul Acker, à la tête de La Cheneaudière à Colroy-la-Roche (Alsace), se souvient : «On en faisait encore pendant mon apprentissage, de 2007 à 2011. C'est pratique et quand c'est fait avec des bons haricots, un bon lard, une bonne cuisson, c'est une technique simple mais très bonne gustativement. Le côté gras du lard donne envie de manger des haricots, qui ne sont pas toujours très sexy. C'est aussi facile pour le portionnage : on met un fagot par personne.» Or, depuis les années 2010, le fagot de haricots est tombé en désuétude. Simple effet des modes qui se chassent les uns les autres ?

Pour Jean-Paul Acker, il faut d'abord chercher du côté de la grande distribution : «Le fagot a été repris par les industriels, on en trouve dans les rayons surgelés ou en conserves [la marque Cassegrain en propose en boîte par exemple, mais sans lard, plutôt avec une herbe aromatique, tandis que les surgelés Thiriet le commercialisent avec du lard, ndr], ça dévalorise un peu le produit. Si on l'achète tout fait ou qu'on le prépare sans conviction, on le dénigre, surtout si les industriels utilisent des produits de faible qualité et sans proposer d'assaisonnement.» Charley Brevuvar abonde : «C'est vrai que le haricot vert le plus consommé en France est celui du Kenya, qu'on trouve en barquettes toute l'année. Alors que le haricot frais français, quand il est travaillé en saison et local, c'est un super produit qui est plein de goût».

Pour autant, les haricots verts en fagot ne sont pas forcément voués à disparaître de la scène culinaire – encore faut-il en moderniser la recette pour la rendre moins vieillotte et plus sexy. C'est ce que s'évertuent à faire ces trois chefs.

Chez Jean-Paul Acker, on recourt ainsi volontiers à la truffe ou au homard pour nobiliser les mets : «Un dernier, on l'a fait comme une ballottine avec une royale à la truffe qui tenait le haricot ; cette année, je le fais en salade avec des tomates confites, du thym frais et un bouillon au homard.»

«Alliances». «Je l'ai retravaillé en changeant produits et techniques, car le fagot, c'est quelque chose que j'adore», explique de son côté Charley Brevuvar. En lieu et place du lard fumé, le jeune chef utilise de la ventrèche, séchée et salée – «c'est la même partie que la poitrine utilisée traditionnellement», précise-t-il. Les tranches sont plus fines, les haricots travaillés en ballottines de 4 cm de diamètre, très cylindriques et garnies de confit d'oignon. Une fois le fagot monté, il est passé au four très chaud afin de saisir la ventrèche pour «lui faire un peu cracher le gras et le faire légèrement sur les bords». Il peut être servi en garniture mais aussi en entrée chaude. Chez Benoît Potdevin, il a aussi été servi, l'été dernier, en entrée : «Je me suis amusé à le travailler façon salade de haricots mais disposée en beau fagot, avec à l'intérieur, pour rappeler le lard, un Philadelphia légèrement fumé avec des graines de sarrasin grillées. En salle, ils venaient ensuite une vinaigrette à la framboise et au sarrasin. Le visuel faisait un clin d'œil au fagot classique mais on a tous envie d'innover, donc on cherche à faire de nouvelles choses, à avoir des alliances plus marquantes. Même si, ajoute-t-il, on n'invente jamais vraiment rien en cuisine, c'est un éternel recommencement.»

KIM HULLOT-GUIOT

DEMAIN LE BANANA SPLIT



Pour le chef Benoît Potdevin, «c'est une garniture simple et bonne». PHOTO L. ROMEREIN GETTY IMAGES

GENDERFUCK, REBELLE AFFAIRE

Les mots pour le queer (5/6) «Libé» aide à y voir plus clair dans le nouveau vocabulaire des genres et de la sexualité. Aujourd'hui, la subversion des normes masculines et féminines.

De dos, le jeu de transparence des coillants révèle deux fesses gaêbes. Plus haut, la silhouette se termine par une casquette américaine à l'envers, diams à l'oreille, une barbe qu'on devine soignée. Dans sa série photo «Bang Bang Malamour», Manifa N'Diaye documentait pour Vice en 2016 l'intimité des garçons

genderfuck de Toulouse. «Ces petites bulles de liberté restent néanmoins rares. Peu nombreux à Toulouse et en France, les genderfuck sont en effet marginalisés au sein même de la communauté gay à laquelle ils appartiennent», relate la photographe. Une personne genderfuck (baïser), ou bien genderbender (fléchir), perturbe son rôle social de genre. «Certaines personnes genderfuck peuvent se reconnaître dans le genre qui leur a été attribué à la naissance, mais remettent en question les conventions sociales spécifiques à ce genre», relate Camille Circlude, designer, dans son ouvrage *La Typographie post-binaire* : au-delà de l'écriture inclusive (éditions B42). Cette forme de contestation

peut se manifester à travers le port de vêtements androgynes, l'adoption d'accessoires non conventionnels et l'expression de comportements de genre atypiques mêlant des attributs conventionnellement associés au rôle social masculin ou féminin. Le mot n'est pas nouveau. En 1979, le performeur américain Christopher Lonn en parlait dans ces termes dans son article «Genderfuck and Its Delights» pour le magazine américain *Gay Sunshine* : «C'est mon choix de ne pas être un homme, et c'est mon choix d'être beau. Je ne suis pas un imitateur de femmes ; je ne veux pas me moquer des femmes. Je veux critiquer et me moquer des rôles des femmes et des hommes. Je veux essayer de montrer à quel point

je peux être anormal.» Quand beaucoup de queens faisaient du drag dans les bars la nuit, Christopher était l'un des rares à le faire dans la rue, à la lumière du jour, note David Greene, qui l'a photographié en 1974. Cinquante ans plus tard, le terme est réapparu par la drag non-binaire Princesse GenderFuck, québécoise installée en Suisse, qui entend «faire valoir les normes de genre en milliers de paillettes» sur son compte Instagram. «Mon drag s'élève au-delà de la binarité du genre. Je n'emprunte rien. Je dévoile. J'efface la cisnéronormativité avec mes talons. Je crée une nouvelle société.»

MIREN GARAIÇOCHEA

DEMAIN DEMI-FEMME et DEMI-HOMME



Extraits de
la série
«les Ruines
circulaires»
(2019-2024).

PHOTOS ORIANNE
CIANTAR OLIVE

Franchir le mur du temps

Hors saison (4/5) Il n'y a pas que le «hors champ» ou le «hors cadre»... Cet été, le service photo de «Libé» invite à découvrir d'autres espaces en marge. Aujourd'hui, l'errance poétique et politique d'Orianne Ciantar Olive dans le Sud-Liban.

ORIANNE CIANTAR OLIVE

Née en 1981

Vit et travaille à Marseille

Instagram: @orianne.ciantarolive

On y entre par un cercle de feu. Une porte incandescente dans un mur chaque jour plus infranchissable. Les «Ruines circulaires» d'Orianne Ciantar Olive nous mènent jusqu'à Kfar Kila, petite ville du Sud-Liban choisie par Israël en 2012 pour y poser les premières pierres du mur qui le séparera de son voi-

sin. Dans son errance, la photographe ne cache pas son obsession pour les murs de séparation, celui-ci en particulier. L'errance se transforme en essai photographique où on devine une véritable géologie de la violence et de l'abandon.

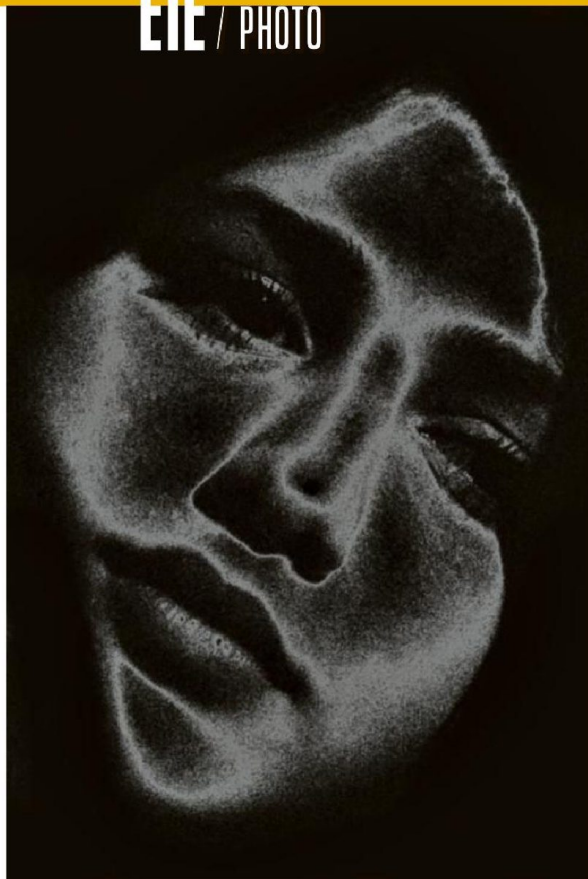
On y décode les strates de l'histoire, son entêtement et son recommencement perpétuel. On s'interroge devant la diversité des rendus (solarisation, pellicules retournées...) comme autant de tentatives de réponses à la spirale infernale du temps.

La superposition résonne jusque dans les identités multiples que la photographe adoptera pour passer entre les mailles d'un filet très serré. En chemin, ses poèmes croisent les mises en abyme oniriques du poète argentin Jorge Luis Borges, dont la nouvelle *les Ruines circulaires* donne son titre à la série.

On finit par accepter l'errance et on longe avec elle ce mur en se demandant qui de ce regard perçant ou de cette silhouette courbée marquera nos rétines? Qui de cet espace impénétrable ou de ce temps évanescents prendra le dessus dans nos mémoires lorsque le feu finira par s'estomper?

SHIRAZ BAZIN-MOUSSI

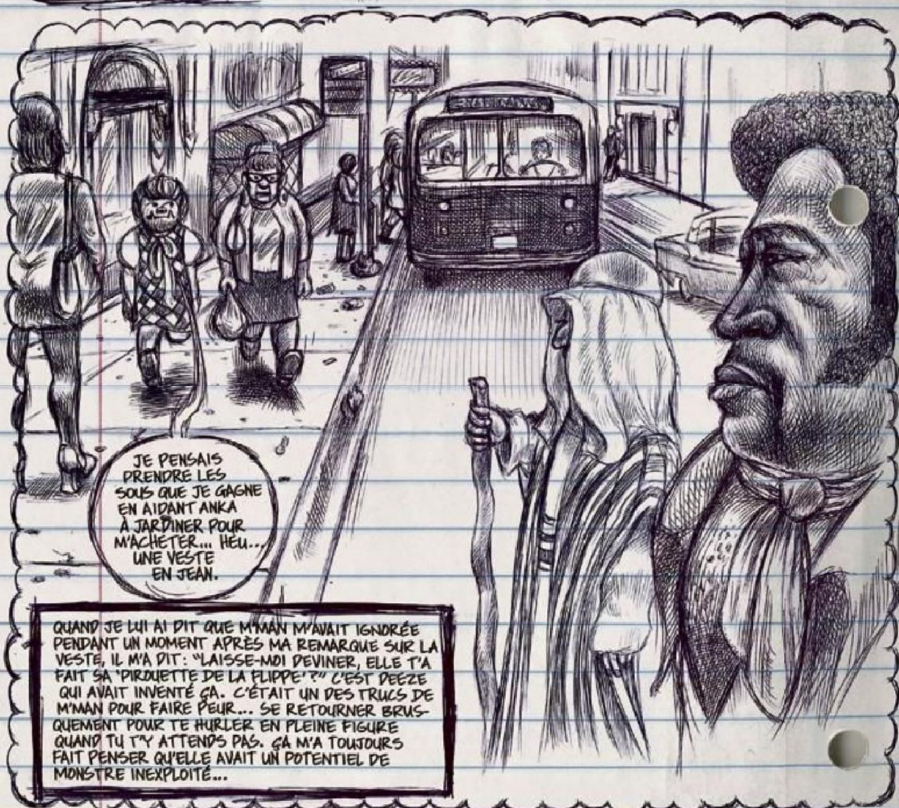
Diaporama à retrouver sur *Libé.fr*.

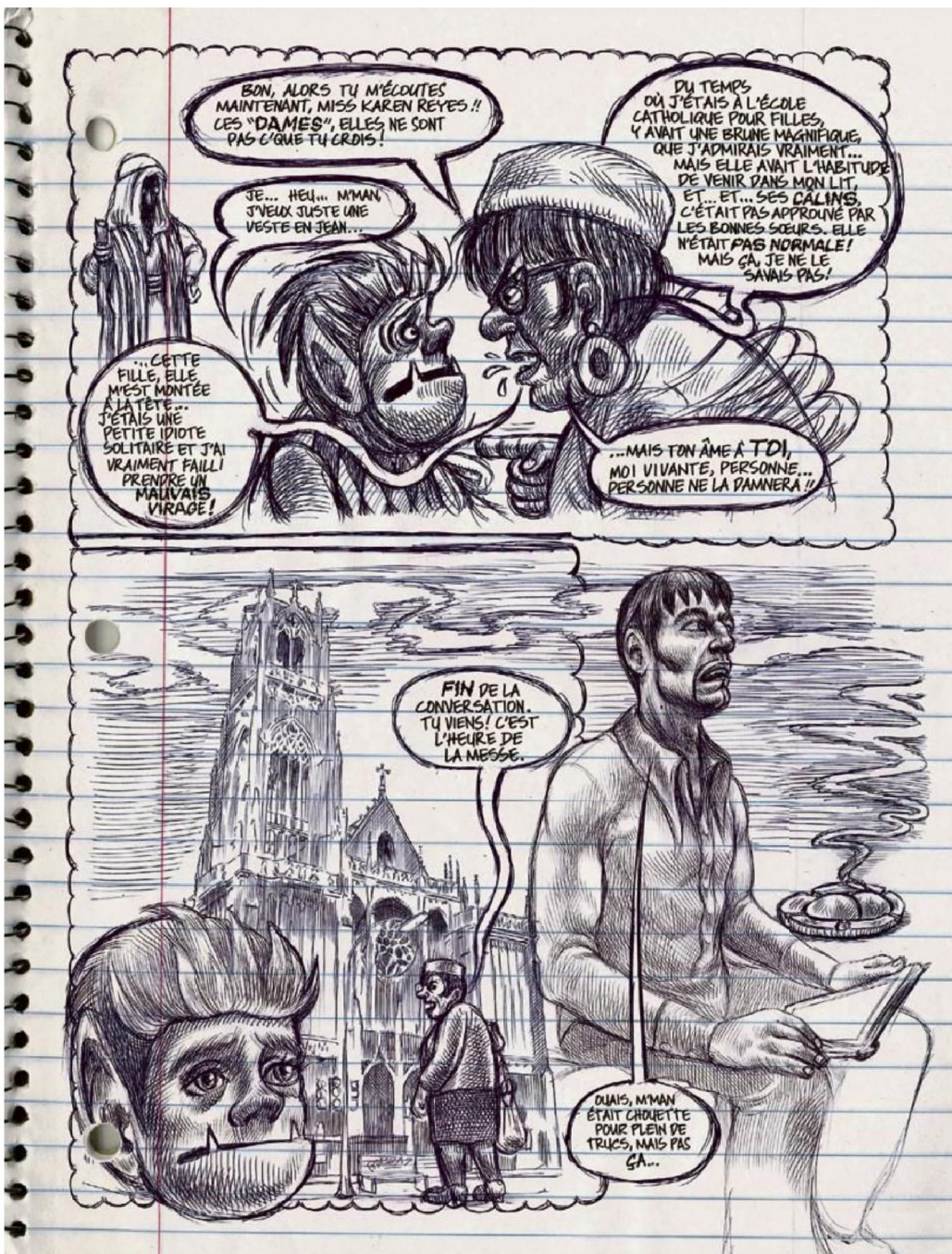


Moi, ce que j'aime, c'est les monstres

Tome 2

Par Emil Ferris éditions Monsieur Toussaint Louverture





Moi, ce que j'aime, c'est les monstres, tome 2, est la conclusion du journal graphique fictif d'une jeune fille de 10 ans, Karen Reyes, qui tente d'élucider le meurtre de sa bien-aimée et énigmatique voisine du dessus, Anka Silverberg, une survivante de l'Holocauste. Dans ce deuxième livre, les sombres mystères du passé et du présent continuent d'abonder au cours de l'été 1988, tumultueux et violent, à Chicago.

EMIL FERRIS
MOI CE QUE J'AIME
C'EST LES
MONSTRES tome 2.
 Monsieur Toussaint
 Louverture, à paraître
 en novembre.

